

Commémoration du 150e anniversaire du premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) à Genève (du 3 au 8 septembre 1866)

Organisation

La commémoration a été organisée par un comité ad hoc composé de personnes provenant des différentes entités citées ci-dessous. Il a été animé et coordonné par Georges Tissot (CGAS) et Patrick Auderset (Collège du travail).

Le comité a compté sur le soutien de :

- CGAS (Communauté genevoise d'action syndicale) ;
- Collège du travail ;
- AEHMO (Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier) ;
- UOG (Université ouvrière de Genève) ;
- GLI (Global labour institute) ;

et le concours de :

- Comédie de Genève ;
- *Passé simple*, mensuel romand d'histoire et d'archéologie ;

et le soutien financier de la Ville de Genève.

Bilan

Balade du 24.09.2016 : « Lieux de mémoires ouvrières à Genève »

Ce fut une excellente expérience, favorisée par une belle météo. Une cinquantaine de participant-e-s. Durée (peut-être un peu longue) : 2 h 30. La faire à plusieurs voix a été particulièrement apprécié. Les membres du comité d'organisation ont reçu de nombreux compliments par la suite. Un bémol : le bruit qui couvre la voix des orateurs dans certains lieux (notamment à Plainpalais). A prendre en compte en cas de nouvelle édition.

Il faudra étudier la possibilité de rééditer l'expérience, en y incluant quelques autres lieux, ou de prévoir d'autres balades (par ex. les lieux du 9 novembre).

Conférence-débat du 29.09.2016: « Quel internationalisme ouvrier pour le XXI^e siècle ? »

Elle a réuni une centaine de participant-e-s.

- Première partie : les interventions de Marc Vuilleumier et de Marianne Enckell ont présenté l'histoire de l'Internationale à Genève.
- Deuxième partie : les exposés de Bernard Thibault, ancien Secrétaire général de la CGT française et membre du Conseil d'administration de l'OIT, et Julia Gousseva, du Centre Praxis à Moscou, ont porté sur les enjeux contemporains et suivis d'un débat nourri.
- L'intermède musical assuré par la Comédie de Genève a été un moment émouvant.

Une version enregistrée de la soirée sera mise à disposition sur le site internet du Collège du travail.

Couverture presse

Il faut tout d'abord relever l'excellent dossier publié par la revue *Passé simple*, grâce à la collaboration de son responsable Justin Favrod et au dossier rédigé par Marianne Enckell et Georges Tissot, qui ont en tiré des articles destinés aux journaux syndicaux.

Excellente couverture dans la presse quotidienne genevoise :

- une page générale dans la *Tribune de Genève* ;
- deux articles de deux pages dans *Le Courrier*.

Couverture également bonne dans la presse syndicale :

- trois articles (général, débat, balade) d'une page dans *l'Événement syndical* (Unia)
- articles dans les journaux du SIT, du SSP, du SEV, de Syndicom, plus de nombreuses annonces de la manifestation dans la presse syndicale, sur les sites internet et dans les mails.
- article dans le journal de solidaritéS

Une revue de presse est disponible sur le site internet du Collège du travail.

<http://www.collegedutravail.ch/news/quel-internationalisme-ouvrier-pour-le-xxie-siecle/>

Les suites

Drapeau AIT

Le MAH n'a plus donné signe de vie après avoir indiqué l'avoir perdu. Une nouvelle lettre sera écrite au directeur du MAH avec copie au magistrat en charge de la culture, Sami Kanaan.

Monuments, dont celui de Becker

Une demande de classement sera faite, sur la base de la demande de 2008.

Sera également faite une demande de classement de la tombe de Henri Fürst, voire d'autres militants ouvriers.

Bilan financier

Toutes les entrées et les sorties figurent dans les comptes en fin de texte. Il faut relever les éléments suivants.

Entrées

- La subvention de la Ville de Genève a été fort appréciée. Il s'agit d'une garantie de déficit pouvant aller jusqu'à 4'000 francs. Elle figure dans les comptes sous cette forme en attendant la décision définitive de la Ville.
- Les syndicats genevois ont participé au financement à raison de 3'000 francs et le Collège du travail à raison de 3'000 francs également.

Dépenses

- Les orateurs et oratrices n'ont pas reçu de rétribution pour leurs prestations – ils/elles ont été indemnisé-e-s pour leurs frais (Julia Gousseva : billet d'avion 332.85, per diem 225.- ; Marianne Enckell, transports pour la préparation et la soirée 220.-).
- Les membres du comité d'organisation ont siégé à titre gracieux.
- Le travail de Georges Tissot, coordination et graphisme (800.-), et celui du coordinateur du Collège du travail, coordination et secrétariat (3'500.-), a été comptabilisé.

Comptes

Charges

Location des salles de l'UOG (séances de préparation + soirée)	895.00
Coordination et secrétariat par le Collège du travail (7 j.)	3'500.00
Coordination et graphisme Georges Tissot (indemnité forfaitaire)	800.00
Apéro de la balade du 24.9.2016	106.50
Photographies des monuments ouvriers par A. Campi	500.00
Repas intervenant-e-s et comité d'organisation du 28.9.2016	900.00
Frais de déplacement et per diem Julia Gousseva	557.85
Frais de déplacement Marianne Enckell	220.00
Buffet fourni par l'UOG le 29.9.2016	2'471.30
Excédent de produits	99.35
<u>Total</u>	<u>CHF 10'050.-</u>

Produits

Subvention de la Ville de Genève (couverture de déficit)	4'000.00
Soutien financier de la CGAS	1'500.00
Soutien financier d'Unia	500.00
Soutien financier du SIT	500.00
Soutien financier du SEV-PV	500.00
Soutien financier du Collège du travail	500.00
Prestations offertes par le Collège du travail (travail du coordinateur)	2'500.00
Don de Valérie Boillat	50.00
<u>Total</u>	<u>CHF 10'050.-</u>

Genève, le 18 novembre 2016



Pour le comité d'organisation : Georges Tissot et Patrick Auderset

Commémoration Naissance du mouvement ouvrier

Genève au cœur de l'histoire

Il y a 150 ans, en 1866, la ville accueillait le congrès fondateur de la Première Internationale

Eric Budry

Ce 3 septembre 1866, un étrange cortège traverse la ville de Genève. Plus de mille solides gaillards et quelques femmes défilent et encadrent la soixantaine de délégués (tous des hommes) venus de Suisse et d'Europe pour participer au premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Créée deux ans plus tôt à Londres par des ouvriers anglais et français, ainsi que par des émigrés (dont un certain Karl Marx), l'AIT sera par la suite plus communément dénommée Première Internationale.

Historique, cet événement marque la naissance concrète du mouvement ouvrier international, à la fois dans sa dimension politique et syndicale. Si des embryons de syndicats tentent ici et là d'arracher localement quelques améliorations à des conditions de travail imposées par le capitalisme triomphant du XIXe siècle, rien n'est structuré, et encore moins au niveau international.

Initialement, le congrès avait en réalité été prévu à Bruxelles. Mais Genève lui est préférée car la Belgique a adopté le

«Ce congrès de 1866, c'est la première tentative aussi structurée du monde ouvrier de dépasser les frontières»



Georges Tissoit
Ancien président de la Communauté genevoise d'action syndicale

auparavant une loi restreignant les droits des étrangers. Et contrairement à la France et à l'Allemagne, la liberté d'association est garantie en Suisse. On peut donc s'y retrouver sans risquer la prison, tout en se rencontrant au cœur de l'Europe. A Genève même, la révolution faustyste a imposé, vingt ans plus tôt, une nouvelle Constitution très progressiste. Du côté ouvrier, on s'organise ici aussi, principalement dans la construction, l'horlogerie et l'imprimerie. Bref, une partie des conditions qui convaincront, plus tard, les organisations internationales de s'installer à Genève ont conduit à ce choix.

Une piqûre de rappel

Il n'était pas question pour une poignée d'historiens et d'anciens syndicalistes du cru de passer sous silence la commémoration de cet événement, un peu trop oublié dans les livres d'histoire. Après avoir produit et diffusé une série d'articles - dont un dossier paru dans *Passé Simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie* - un comité d'organisation a mis sur pied deux événements, dont une balade dans la mémoire ouvrière de Genève qui se déroulera ce samedi (*lire contre*).

«Ce congrès de 1866, c'est la première tentative aussi structurée du monde ouvrier de dépasser les frontières, explique Georges Tissoit, fer de lance du projet et ancien président de la fédération des syndicats genevois. On se situe à une époque où le capitalisme devient international. Dès lors, les syndicats en font de même.» Le plus amusant, précise ce passionné d'histoire, c'est que tout cela naît de rencontres d'ouvriers envoyés par leurs entreprises dans les Expositions universelles: «C'est là qu'ils ont pu se parler et s'apercevoir qu'il était indispensable de



Les congressistes posent
Il s'agit de la seule photographie connue des participants au congrès de l'Association internationale des travailleurs. On les voit devant la brasserie Treibler, aux Eaux-Vives, où ils s'élevaient parfois, au tumulte de Genève.

structurer leurs luttes également au-delà des frontières.»

C'est qu'à cette époque, les thèmes à traiter ne sont pas des cas bagatelle. Les journées de travail durent de douze à quatorze heures, le travail des enfants n'est absolument pas prohibé, les grèves sont sévèrement réprimées ou contournées par les patrons qui font venir des ouvriers de l'étranger. Au menu du congrès de septembre 1866 à Genève, on trouve donc logiquement: grèves et solidarité internationale, secours mutuels,

durée du travail, travail des femmes et des enfants.

Apprendre du passé

Georges Tissoit et Marianne Enckell (de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier) relèvent dans leurs recherches deux questions qui suscitent de vifs échanges. On se déchire ainsi pour savoir si l'enfer du travail salarié doit être ouvert aux femmes. En clair, s'il ne vaut pas mieux que la femme reste au foyer à

s'occuper des enfants car «elle est l'attrait qui retient l'homme à la maison, adoucit ses mœurs». Autre thème qui soulève les passions: l'exclusion ou non des intellectuels de l'Association internationale des travailleurs. La proposition est rejetée par 25 voix contre 20. Marx et les autres ont eu chaud.

Pour Georges Tissoit, ce moment-clé de l'histoire du mouvement ouvrier résonne en fait fortement avec notre époque: «La globalisation de l'économie provoque aujourd'hui une montée des natio-

nalismes et de la xénophobie, conclut-il. L'AIT a été très clairement une réponse au réflexe protectionniste qui aurait aussi pu se développer alors. La question centrale est de savoir comment le mouvement ouvrier peut aujourd'hui répondre à des discours similaires à celui tenu à Genève par le MCG.»

* «La Première Internationale. Genève au cœur du combat ouvrier», *Passé Simple*, septembre 2016. Site internet: www.passeesimple.ch.

Un parcours sur les lieux de la mémoire ouvrière

● Le comité d'organisation de la commémoration du 150e anniversaire du congrès de l'AIT propose deux événements. Le premier se déroulera demain (ou le 1er octobre en cas de mauvais temps). Il prendra la forme d'une promenade commentée dans l'histoire ouvrière genevoise. La balade débutera à 10 heures devant l'entrée principale du cimetière de Saint-Georges. Elle gagnera ensuite le centre-ville pour parcourir la Jonction et Plainpalais (voir l'infographie ci-contre). Elle s'achèvera vers 13 heures.

L'ambiance sera plus studieuse le jeudi 29 septembre à l'Université ouvrière de Genève (3, place des Grottes) avec une série de conférences et de débats de 18 h 30 à 22 h 30. Thème de la soirée: «Quel internationalisme ouvrier pour le XXIe siècle.» S'exprimeront notamment Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT et membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail, ainsi que Julia Gousseva, militante des droits de l'homme et collaboratrice au Centre d'éducation et de recherche Praxis, à Moscou. **E.BY**

Promenade sur des hauts lieux de la mémoire ouvrière à Genève

- 1 Cimetière de Saint-Georges**
 - Visite des tombes de personnalités importantes du mouvement ouvrier:
 - Emile Nicolet (1879-1921)
 - Louis Bertoni (1872-1947)
 - J. Philipp Becker (1809-1886)
- 2 La Jonction**
 - Ancien quartier ouvrier et industriel, avec beaucoup d'usines aujourd'hui disparues: Kugler, UGDO, Gardy...
 - Dépôt des TPG, où eut lieu une grande grève en 1902, qui déboucha sur une grève générale genevoise.
- 3 Plaine de Plainpalais**
 - Buste de Georges Favon (1843-1902)
 - Temple unique (actuel Sacré-Cœur), ancien siège de l'AIT
 - La Brasserie Handwerk, qui abrita de nombreuses réunions ouvrières

Autres lieux marqués sur la carte: Victoria Hall, Temple unique, Uni Dufour, La Pierre, monument aux victimes du 9 novembre 1932, Maison du Peuple, Foyer antifasciste, Usine à gaz (exploité en 1909), Maison de Lenine, Bois de la Bâtie, Quartier de la Jonction, Dépôt TPG, Buste de Georges Favon, Brasserie Handwerk, Victoria Hall, Temple unique, Uni Dufour, La Pierre, monument aux victimes du 9 novembre 1932, Maison du Peuple, Foyer antifasciste, Usine à gaz (exploité en 1909), Maison de Lenine, Bois de la Bâtie.

G. LAPLACE, D. BONNEL & BUDRY.



RELIGIONS Le théologien Jean-Marc Tétaz décrypte la relation ambiguë du protestantisme avec le judaïsme. **13**



le **MAG** Avec *Voyage à Tokyo*, d'après Ozu, Dorian Rossel met en lumière la complexité des liens familiaux. **15**

WEEK-END

HISTOIRE
11

LE COURRIER
VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2016



Le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs était prévu initialement à Bruxelles. Mais face à la restriction des lois sur le droit des étrangers par les autorités belges, l'événement se tiendra finalement à Genève. OR

Genève commémore les 150 ans du premier congrès de l'Association internationale des travailleurs en débats et visite guidée. L'historienne Marianne Enckell et le syndicaliste Bernard Thibaut en seront

L'internationalisme en héritage

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURA HUNTER

Interview croisée > Du 3 septembre au 8 septembre 1866, le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) se tient aux Baux-Vives, alors commune indépendante de la Ville de Genève. Fondée deux ans auparavant à Londres par des ouvriers français et anglais ainsi que des émigrés tels Karl Marx ou Friedrich Engels, l'AïT connaît des développements inégaux suivant les pays. Tandis qu'à Paris et à Berlin, le droit d'association est passible de prison, à Genève et à Londres, des syndicats voient le jour sous une forme embryonnaire. Et si ce premier congrès de l'AïT était prévu initialement à Bruxelles, la restriction des lois sur le droit des étrangers par les autorités belges cette même année est aussi à l'origine du choix de la cité helvète. La Vaudoise Marianne Enckell, membre de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) et responsable du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) depuis 1963, ainsi que le Français Bernard Thibaut, ancien secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT) et membre actuel du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), reviennent sur cette étape importante du mouvement ouvrier et son actualité.

Quelle a été la particularité de ce premier congrès ?
Marianne Enckell : Deux ans après la fondation de l'Internationale à Londres, il s'agissait d'adopter des statuts et un règlement et de choisir les principales options. La formule qui figure sur le drapeau des Genevois, «Point de droits sans devoirs. Point de devoirs sans droits», n'est pas originale, elle remonte à

l'époque de la Révolution française et à la Déclaration des droits de l'homme. La lutte pour l'égalité des droits et des devoirs, c'est une lutte pour la suppression de tout règne de classe, pour l'émancipation des travailleurs: voilà le sens que l'Internationale, dès sa création, donne à cette formule.

Dans chaque congrès de l'AïT ou presque, la majorité des participants proviennent du pays où il se tient, on les invite généralement. Pour ce premier congrès, l'idée de l'Internationale faisait son chemin mais elle n'était pas encore vraiment organisée en Italie, en Espagne, dans les pays nordiques, par exemple. Ce peut être dangereux de se réunir dans un pays où la répression menace: voilà pourquoi on a choisi Genève. C'est coûteux, aussi, d'envoyer des délégués, il y en a donc peu. Et les initiateurs londoniens, comme Marx, n'ont pas encore de légitimité, ils ont formé en 1864 un comité provisoire mais ce n'est qu'au congrès de Genève qu'ils seront confirmés dans leurs fonctions au sein du Conseil général.

À Genève, on rencontre quelques personnes qui ont joué ou joueront un rôle important: le président du congrès, Herman Jung, un horloger de Saint-Imier résidant à Londres; Johann Philipp Becker, révolutionnaire chevronné qui a développé des sections de langue allemande en Suisse et en Allemagne; Eugène Varlin, un des héros ensuite de la Commune de Paris; les Suisses James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, à l'origine du courant anarchiste. Et puis il y a des anonymes, des militants de base, des étoiles filantes...

Bernard Thibaut : L'AïT, avec sa naissance puis la tenue de ce premier congrès, représente un tournant majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier. Elle lui

permet d'opérer un changement d'échelle et de poser la question de l'émancipation à la seule échelle qui autorise d'espérer, encore aujourd'hui me semble-t-il, de la réaliser effectivement: celle du monde. En effet, le mouvement ouvrier balbutiant dans le siècle qui précède le congrès de Genève, s'organise au niveau des corporations et des métiers et sur un territoire déterminé, le plus souvent les grandes villes où le prolétariat se développe. Tout ce qui dépasse le cadre de la communauté résimée à l'environnement immédiat est alors encore très abstrait pour ce prolétariat urbain fraîchement déraciné des campagnes. Avec la création de l'AïT, il se dote d'un cadre et d'un objectif qui transcende les nations, les États, les ethnies, les origines: il affirme une vision universaliste au sein de laquelle les frontières sont perçues comme un facteur empêchant de réaliser l'unité de la classe ouvrière, atténuant la perception par les masses de la lutte des classes en cours et favorisant la mise en concurrence des travailleurs entre eux.

«Les frontières sont perçues comme un obstacle à l'unité de la classe ouvrière»

Bernard Thibaut

Près de deux ans avant le congrès de Genève, le délégué français Henri Tolain, au Saint-Martin's Hall à Londres le 28 septembre 1864, prononce les paroles suivantes qui résumant parfaitement la portée et l'ambition internationaliste des créateurs de l'AïT: «Travailleurs de tous

les pays qui voulez être libres, à votre tour d'avoir des Congrès. C'est le peuple qui revient enfin sur la scène. [...] se dressant en face de la tyrannie, dans l'ordre politique, en face du monopole, du privilège dans l'ordre économique. Poussés par les besoins du temps, par la force des choses, les capitaux se concentrent et s'organisent [...]. Devant cette organisation puissante, tout plie, tout cède. L'homme isolé n'est rien; [...] Il faut nous unir, travailleurs de tous les pays, pour opposer une barrière infranchissable à un système funeste qui diviserait l'humanité». On mesure mal à quel point l'affirmation de cette dimension universelle et internationaliste est en elle-même «révolutionnaire». Elle était loin d'être une évidence pour les militants ouvriers qui ont porté l'AïT sur les fonts baptismaux. Pour moi, il s'agit là d'un message d'une pertinence et d'une actualité remarquable.

Que dire de l'absence des femmes ?

BT : Evoquer la place des femmes dans le congrès de Genève est peu flatteur pour l'AïT. Notons d'ailleurs qu'elle ne se décline pas au féminin. On ne parle pas d'Association Internationale des travailleurs et des travailleuses! À ma connaissance, il n'y avait aucune femme parmi les soixantaine de délégués au congrès. Si les femmes ont occupé une place dans les débats, c'était à l'initiative d'hommes qui se souciaient de ce qu'elles ne leur fassent pas concurrence en tirant les salaires de l'industrie vers le bas. Pire, certains renvoyaient une vision très particulière et très masculine de l'émancipation du prolétariat: Eugène Dupont, délégué du comité central de Londres de l'AïT, soutenu par Tolain que je viens également de citer, fait ainsi adopter par le congrès de Genève des conclusions qui «condamnent en principe le travail de la

femme dans les manufactures, comme une cause de dégénérescence de la race humaine et de la démoralisation».

Il faudra attendre de longues décennies avant que le mouvement ouvrier ne laisse les femmes occuper une place en son sein et de longues autres pour que certaines organisations, notamment ici en Europe, ne parviennent à la parité. À l'échelle du monde, un chemin immense reste encore à parcourir sur ce plan.

Pour revenir à l'AïT, elle est indubitablement marquée au ferrouge du modèle patriarcal et n'a pas su s'inspirer d'une figure précurseuse comme celle de Flora Tristan, triple pionnière du féminisme, de l'internationalisme et de la défense de la condition ouvrière, malheureusement disparue vingt ans avant les débuts de la Première Internationale.

ME : Je ne crois pas qu'on ait interdit la présence des femmes au congrès. La majorité des participants s'opposent au travail des femmes dans l'industrie, parce qu'elles font tout le travail à la maison et élèvent des familles souvent nombreuses, ils veulent les protéger. C'est une opinion largement partagée, à l'époque. Quelques rares délégués constatent toutefois la réalité du travail des femmes et l'utilité d'un salaire pour qu'elles acquièrent leur autonomie, ils suggèrent donc qu'il faut en améliorer les conditions; mais ils restent en minorité. Deux ou trois ans plus tard, la situation a bien changé. Il y a une «section des dames» à Genève, des ouvrières organisées en Belgique, des femmes grévistes en France. On en verra toujours peu dans les congrès internationaux, c'est évidemment encore plus difficile pour elles que pour les hommes de voyager, de s'éloigner de la maison! En parallèle – et la question va se poser pendant de longues années par la suite –, on discute du sens du mot «travailleurs», ...

... workingmen. Faut-il admettre les seuls ouvriers manuels, ou aussi les intellectuels? Ces derniers risquent-ils de prendre les commodes?

Quelle est l'importance de commémorer cet anniversaire en 2016?

ME: L'AIT, c'était la «Première». Elle a été numérotée après coup, quand le Comintern a pris au début des années 1920 le qualificatif de «Troisième»: entre deux, il y avait eu l'Internationale socialiste, qui existe d'ailleurs encore. Mais il en existe d'autres, sans numérotation! Les syndicats sont organisés depuis longtemps dans des Internationales professionnelles ou confédérales, c'est notamment le moyen de lutter contre les abus des sociétés transnationales, contre les discriminations et la répression, de manifester la solidarité, ou encore de faire adopter des conventions par l'Organisation internationale du travail. Ce sont les internationales «politiques» qui sont numérotées, et qui se sont battues pour l'hégémonie dans ou sur le mouvement ouvrier.

«L'AIT a défriché le terrain à une époque où il n'existait pas ou peu de mouvement ouvrier organisé»

Marianne Enckell

L'AIT a défriché le terrain, à une époque où, il faut le rappeler, il n'existait pas ou peu de mouvement ouvrier organisé, de partis de gauche, de syndicats. Les positions unitaires, universelles qu'elle sou-

La Brasserie Treiber, théâtre de ce premier congrès fondateur. CENTRE D'ICONOGRAPHIE GENEVOISE. NON DATÉE



haitait défendre étaient-elles tenables? Après quelques années, elle s'est divisée en une branche «centraliste», dont sont issus les partis socialistes et communistes, notamment et une branche «fédéraliste», dont est issu le courant anarchiste. Ce que l'on souhaite marquer avec l'anniversaire du congrès de Genève, c'est à la fois la commémoration d'une Internationale balbutiante, et l'importance de l'internationalisme et des pratiques de solidarité par-dessus les frontières.

BT: L'histoire est riche d'enseignements et à ce titre celle de l'AIT est un formidable trésor pour les syndicalistes des temps présents. Mais il faut se garder de tout fétichisme. Il y a à prendre et à laisser dans notre histoire. Le mouvement syndical, en regardant son histoire, doit chercher l'inspiration et non la posture; le dynamisme et non l'invariance; l'ouverture et non le repli identitaire.

Je rapporte ce qui me semble être un exemple du lien entre notre passé et notre

actualité dans un livre récemment paru aux Editions de l'Atelier, intitulé *La Troisième guerre mondiale est sociale*. Il s'agit justement d'un exemple d'évolution apparente d'un positionnement syndical sur le temps long mais qui n'est en fait qu'une évolution du contexte dans lequel se déploient nos revendications. Que penser en effet de cette revendication phare datant des origines du mouvement syndical qui exigeait «l'abolition du salariat»? Aujourd'hui, l'ensemble des organisations syndicales demandent au contraire l'extension à tous du statut de salarié (ou du travail formel dans les pays en développement). Cela signifie-t-il qu'il y a revirement complet sur ce point? Il s'agit au contraire d'une remarquable constance dans la finalité et les considérants de la revendication. Nos camarades d'il y a plus d'un siècle estimaient, à juste titre compte tenu des conditions dans lesquelles elle s'exerçait à l'époque, que l'activité salariée revenait à de l'esclavage. La qualité de salarié, dans le

contexte du syndicalisme naissant, ne dérivait en effet d'aucun lien, ne procurait aucun droit. C'est progressivement et dans la lutte que la condition de salarié a gagné des droits, jusqu'à apparaître aujourd'hui comme la situation la plus enviable, vu les formes dégradées qui cohabitent avec elle: emploi précaire, à temps partiel, voire informel, course aux auto-entrepreneurs sans aucuns droits. Certains employeurs ne cachent d'ailleurs plus leur volonté de «sortir du salariat», de placer les travailleurs en dehors d'un périmètre qui les protège. Aux conquêtes collectives, le patronat nous oppose une réforme de la relation de travail, désormais basée sur un contrat de nature commerciale et non plus liée au code du travail. Demander l'abolition du salariat il y a cent ans et demander aujourd'hui la reconnaissance d'un statut pour tous les salariés reposent en fait sur une même dynamique. Celle de la recherche de nouveaux droits pour les travailleurs et de nouveaux pouvoirs d'intervention sur leur travail et son organisation. Evidemment, le statut de salarié ne préserve pas aujourd'hui des formes d'aliénation au travail. Les syndicats mettent régulièrement en lumière les organisations du travail pathogènes conduisant à des situations inacceptables de souffrance. Le travail, même usé de droits, de régimes d'assurance ou de retraite ambitieux, est trop souvent une aliénation, trop rarement un facteur d'émancipation. À ce sujet, l'AIT nous livre là encore un message bien pertinent: «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Employons-nous à le faire vivre! I

¹ Lire notamment lecourrier.ch/112199/1866_un_nouveau_monde_nait_avec_eaux_vives

² Dolléans Edouard, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome I, 1830-1871, Paris, Arman Colin, 1967, p. 286

ENTRE PRÉSENT ET PASSÉ

Comment préserver et entretenir l'écho, l'exemple des luttes du passé. Comment les transmettre en vue de nourrir les engagements présents et futurs? Ce va-et-vient est au cœur des célébrations du 150^e anniversaire du Congrès genevois de la Première Internationale. Entre «Patrimoine et cultes profétaires», un colloque (10 h 15-18 h) ouvrira les feux aujourd'hui à Uni-Mail sous les auspices de la Maison de l'histoire. Co-organisé par l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) et l'Atelier interdisciplinaire de recherche (AIR), il parcourra l'enjeu mémoriel sur une petite dizaine de cas, de l'anarchisme suisse, au phénomène des saisonniers, des Brigadistes suisses en Espagne aux partisans yougoslaves. La journée d'étude se clôturera par une table-ronde des 16 h 45 avec les historiens Charles Heimberg et Yan Schubert et le syndicaliste Jacques Robert.

Le lendemain matin, la réflexion mémorielle se poursuivra en mouvement. Rendez-vous à 10 h, devant l'entrée principale du Cimetière St-Georges, pour une visite guidée des lieux de la mémoire ouvrière à Genève organisée par l'AIR.

Jeudi 29 septembre, enfin, l'UOG accueillera dès 18 h 30 la grande conférence commémorative du 150^e: «Quel internationalisme ouvrier pour le XXI^e siècle?», avec la participation des historiens Marc Vuilleumier et Marianne Enckell, des syndicalistes Bernard Thibault et Georges Tissot, ainsi que de la militante des droits humains Julia Gousseva, et des acteurs et musiciens de la Comédie de Genève. BP2

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°187 | 149^e année | CHF 3.50

GENÈVE

La contestation au coin de la rue



Photo sur la place de Plainpalais, monument aux
victimes du 9 novembre 1932. KEVSTONE

3 Une poignée de militants et d'historiens ont décidé de raviver la mémoire ouvrière et contestataire du canton à travers une promenade sur des lieux plus ou moins connus. Au gré de celle-ci, une autre Genève se dessine. Reportage.

éditorial

PHILIPPE BACH

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Et le gagnant est... Severin Schwan, patron de Roche: il a empoché quelque 15,6 millions de francs en 2015. La Fondation Ethos a publié jeudi un rapport instructif sur les niveaux de salaires et autres bonus au sein des fleurons de l'économie suisse.

Dans cette liste, on trouve ensuite un directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, (14,3 millions), le patron de Nestlé, Paul Bulcke (11,7 millions), Joe Jimenez, CEO de Novartis, (11,6 millions). Globalement, les revenus des directeurs des plus grosses entreprises cotées en bourse ont progressé de 2% l'an passé. Le top vingt des CEO affiche fièrement un salaire moyen de 7,2 millions de francs (et de 2,4 millions pour les présidents des conseils d'administration).

Une – relative – bonne nouvelle, en revanche, l'initiative Minder est passée par là: ces revenus indécents sont davantage contestés, y compris dans les scénarios rutilants où se partagent les dividendes générés par ces entreprises cotées au SPI (Swiss Performance Index).

Mais ces critiques restent confinées. La tendance de fond est là. Pire, «le lien entre l'évolution de la

rémunération variable et la performance de la société n'est pas systématiquement démontré», lit-on dans le rapport d'Ethos. En clair: une société peut être peu performante sur le plan boursier ou économique; ses dirigeants ne s'en partageront pas moins un pactole toujours grandissant.

Gageons que ces gains indécents – et qui sont de moins en moins taxés – susciteront une indignation inversement proportionnelle aux revendications de l'Union syndicale suisse. Celle-ci a inscrit dans son cahier de doléances la demande d'une revalorisation pour les salaires modestes de 1 à 1,5%. On a surtout entendu des gémissements – «ce n'est pas le moment» – évoquant, en vrac, le franc fort, les exportations et la faible inflation pour disqualifier ces demandes pourtant légitimes.

Mais rassurons-nous. Visiblement cet argent n'est pas perdu pour tout le monde. I

1 Etude Ethos 2016, «Assemblées générales, Rémunérations Gouvernance», septembre 2016,

WEEK-END

13 SOLIDARITÉ Après l'adieu du projet de fusion Comundo, l'ONG E changer revient à ses fondateurs.

14 RELIGIONS À Bâle, catéchistes et élèves musulmans se succèdent dans les locaux de la paroisse Sainte-Claire.

leMAG



CINEMATHÈQUE SUISSE

Proscrire et protéger

15 CINÉMA De la censure hier à Genève aux âges d'admission aujourd'hui, l'Etat surveille de près le septième art.

17 MUSIQUE Frontiers du metal suisse, Carouge revient en force avec un riche coffret CD/DVD, live/view.

18 LIVRES Les Éditions d'En bas fêtent leurs 40 ans samedi à Lausanne. Portrait d'une maison engagée.

4 GENÈVE

À Cointrin, des habitants s'inquiètent de l'effet amplificateur du **bruit** de futurs immeubles.

5 VAUD

Scandalisé, Solidarités envisage un référendum contre l'interdiction de la **mendicité**.

3 CULTURE

À Toulouse, sous l'œil de Christian Bernard, l'art **contemporain** se déploie dans la ville.



SOLIDARITÉ Entretien avec Gaspard Nordmann, qui évoque le nouveau départ pris par l'ONG E-Changer. **13**

RELIGIONS Depuis huit ans, une paroisse bâloise accueille l'enseignement religieux d'enfants musulmans. **14**

le **MAG** L'historien et journaliste Henri Roth dévoile les dessous de la censure cinématographique genevoise. **15**

WEEK-END

HISTOIRE
11

LE COURRIER
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2016

L'histoire des travailleurs est rarement chose acquise dans l'ordre dominant bourgeois. La preuve par une promenade sur des lieux peu ou mal connus

Sur les traces de la mémoire ouvrière

LAURA HUNTER

Genève Le rendez-vous est donné devant le Cimetière Saint-Georges, samedi matin à 10h. C'est bien connu, les tombes illustrent aussi la société et les pouvoirs en place. Il y a ceux dont on se souvient, dont on a les moyens ou la volonté de se souvenir, et les autres. Alors qu'une poignée d'historiens et de militants tente de ressusciter ces jours le souvenir du premier congrès de l'Internationale, tenu il y a 150 ans à Genève (notre édition du 23 septembre), l'idée a germé de parcourir le canton à la recherche des luttes ouvrières du passé et du souvenir concret, physique, qu'elles ont laissé. Une promenade aux airs de pèlerinage agnostique et libertaire, dépourvu de tout fétichisme ou cérémonialisme, à laquelle ont participé une cinquantaine de personnes, dont une bonne partie de jeunes adultes. Entre théorie et pratique, passé et présent, une autre Genève s'est dessinée, foyer des luttes sociales et refuge des travailleurs antifascistes.

La tombe de Louis Bertoni (1872-1947), un militant et typographe anarchiste oublié qui «peut être considéré comme l'un des instigateurs de la grève de 1918», note Marianne Enckell. JPDS



La voix des morts

Guide de cette rencontre, le syndicaliste Georges Tissot mène d'abord le petit groupe devant le monument funéraire d'Emile Nicolet (1879-1921). Secrétaire syndical romand du commerce et des transports, député au Grand Conseil en 1907, il devient conseiller administratif de Plainpalais en 1918 et prend part à la Grève générale cette même année. Conseiller national en 1919, il est très apprécié par le peuple et meurt jeune. Cinq mille personnes suivent son enterrement en 1921.

Le monument, qui affiche «La classe ouvrière de Genève reconnaissante», est élevé en 1934. On y trouve la roue dentée, alors logo du syndicat de la FCTA (Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation). «C'est un monument clairement issu de l'initiative des travailleurs. Cela peut expliquer le délai qui a été nécessaire pour trouver le financement et pouvoir l'ériger», souligne Georges Tissot.

La ballade se poursuit sur la tombe de Louis Bertoni (1872-1947), un militant et typographe anarchiste oublié. La pierre tombale, presque entièrement envahie par la végétation, a eu droit à une petite toilette pour l'occasion. Georges Tissot étant venu précédemment la nettoyer armé de son sécateur! On découvre ainsi l'inscription «A l'inlassable combattant de la liberté» sur la pierre de granit posée par des ouvriers italiens un an et demi après les funé-

raillies de cet homme. «Il peut être considéré comme l'un des instigateurs de la grève de 1918», note Marianne Enckell, responsable du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA).

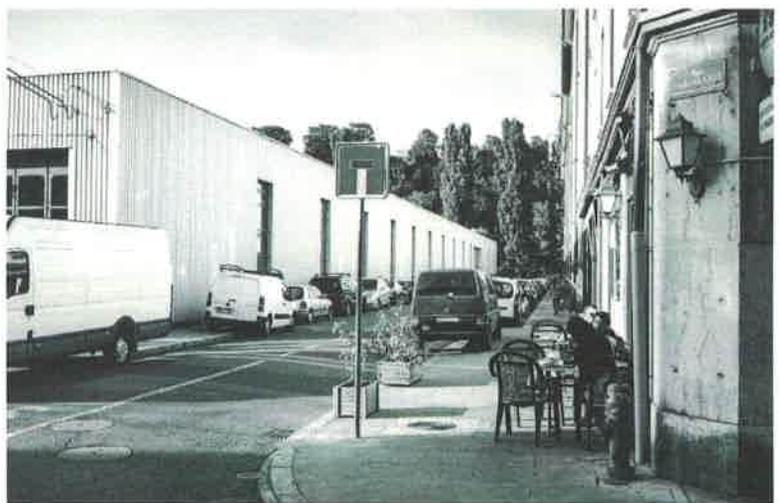
Louis Bertoni est aussi à l'origine de la revue *Le Réveil*. Malgré l'interdiction prononcée à l'encontre des journaux anarchistes de 1900 à 1940, celle-ci continuera à être éditée «quelque part en Suisse», survivant clandestinement. Sa tombe n'a cependant pas toujours été à l'abandon. «Dans les années 1960, les anarchistes de Genève avaient l'habitude de s'y retrouver les matins du 1^{er} mai», note Marianne Enckell.

La mémoire d'en bas

Place ensuite à Johann Philipp Becker (1809-1886). Immigré allemand à Genève, il est de tous les congrès de l'AIT et contribue à créer de nombreuses sections. Il prononcera le discours inaugural du congrès fondateur qui se tient dans sa ville d'adoption en 1866. Il participe également à la création du Parti social-démocrate allemand, note Patrick Auderset, coordinateur de l'Association pour l'étude de l'histoire du Mouvement ouvrier (AEHMO).

Cette dernière a demandé en 2008 au Conseil administratif de protéger le monument qui, en effet, «penche dangereuse-

Dans le quartier de la Jonction, une rue rend hommage à Emile Nicolet, figure politique et syndicaliste genevoise. JPDS



ment à droite, ou à gauche, selon le point de vue», rigolent les participants de la promenade. La demande, qui n'a pas encore abouti, sera reformulée par l'AEHMO à l'occasion du 150^{ème} anniversaire du premier congrès de l'AIT et, selon certains, la tombe de Johann Becker devrait être déplacée prochainement.

À la Jonction, quartier ouvrier et industriel par excellence, on peut voir l'ancien dépôt des TPG, où eut lieu en 1902 la grande grève des tramétois contre des licenciements, qui déboucha sur une grève générale de solidarité. Beaucoup d'usines ont aujourd'hui disparu (Kugler, Gardy...) ou ont été déplacées (La Nationale, Patek

Philippe, la SIP). Pas loin, on retrouve Emile Nicolet, puisqu'une rue y porte son nom. «La toponymie est très révélatrice des rapports de force, et ce à plusieurs niveaux», complète l'historien Charles Heimberg. Ainsi, informe-t-il, l'écrivain de la rue Adrien-Wyss indique qu'il s'agit d'un philanthrope né en 1856 et mort en

1938. Si on cherchait il y a quelques mois sur internet, il apparaissait en plus comme un député radical. Dans les faits, après son passage chez les radicaux Adrien Wyss est devenu l'un des fers de lance des socialistes avant la Première Guerre mondiale! Charles Heimberg s'est fait un devoir de demander une correction à la Ville. ***

*** du moins pour le site internet. À ses yeux, le choix des lieux en dit aussi beaucoup: la rue Adrien-Wyss ne contient qu'une seule adresse: l'usine de Rolex!

Arrêté obligé au 5, rue des Plantaporrêts. C'est ici – mais personne ne se souvient à quel étage –, que Lénine a séjourné de 1904 à 1905. Une plaque, apposée sur l'immeuble en présence du conseiller d'État André Chavanne sur l'initiative du professeur Sven Stelling-Michaud, rappelle sa présence. «Des délégations soviétiques venaient pendant longtemps s'incliner devant cette plaque», introduit Marianne Enckell avant qu'un large sourire traverse son visage: «Alors, des anarchistes venaient en face de la peinture noire pour recouvrir la plaque, en souvenir des victimes des troupes rouges... Nestor Makhno et tant d'autres.»

Qui écrit l'histoire?

Boulevard St-Georges, on a une pensée pour les treize morts provoqués par l'explosion de l'usine à gaz, le 23 août 1909. Le même chiffre que les morts du 9 novembre, relève Charles Heimberg. «Mais de ceux-ci, on ne se souvient pas. Ce sont des victimes du travail, pas d'un geste militant.» Dans le journal socialiste de l'époque, le scandale est avant tout du fait de la présence d'une usine dans un site urbain. Elle sera d'ailleurs délocalisée. «On pleure les passants qui y ont laissé la vie, mais la mort des ouvriers n'est presque pas mentionnée. Elle apparaît comme une fatalité, le thème de la sécurité du travail n'est pas abordé.»

La mémoire de ce drame s'est perdue jusqu'à un texte écrit par Charles Heimberg lui-même, près de cent ans plus tard. À la suite de cette initiative, le Conseil d'État a décidé de nommer un «chemin du 23-août» vers les nouveaux immeubles construits sur l'ancien site d'Artemis. «Mais il ne suffit pas de rappeler la date pour que l'on comprenne de quoi il s'agit, pour que la mémoire des victimes, les raisons de leurs morts et du silence officiel soient rappelés et compris», note l'historien.

Sur le Pont Butin, en revanche, une plaque rappelait les victimes des travaux entrepris pour sa construction entre 1919 et 1925. Mais elle a disparu en 2014, et n'a pas été remplacée depuis. «L'absence de monuments pour les morts du travail illustre une question historiographique essentielle: la mémoire du mouvement ouvrier n'est pas forcément celle du monde ouvrier.» Pour Charles Heimberg, cette disparition et non-remplacement symbolise aussi la fragilité de la mémoire subalterne, qui doit toujours reconquérir.

Autre exemple évocateur, l'École de commerce Aimée Stielmann. Condamnée pendant la Deuxième Guerre mondiale pour avoir passé des résistants de Suisse en France, cette femme a également instruit des enfants clandestins. Condamnée à une détention plus courte que celle qui lui avait été infligée avant le procès, elle aurait alors demandé si ce quota pouvait être gardé en réserve! Quelques semaines après l'ouverture de cet établissement en 2009, Charles Heimberg a

constaté que les étudiants ne savaient pas qui était cette institutrice militante du mouvement ouvrier. Pour l'historien, «il faut se souvenir de sa désobéissance et, de manière plus globale, donner du sens aux noms des rues ou des écoles».



«La toponymie est très révélatrice des rapports de force»

Charles Heimberg

Sur la plaine de Plainpalais, le buste de Georges Favon (1843-1902) annonce un «homme d'État radical genevois». C'est oublier que, s'il était effectivement conseiller d'État radical, l'homme politique était très proche du Parti socialiste et s'en réclamait en partie. La devise inscrite plus bas – «Pas de progrès sans justice sociale» – peut d'ailleurs paraître une contradiction avec le qualificatif de «radical». Tout comme le discours de Georges Favon dans le journal *Le Genevois* en 1894: «Tout citoyen clairvoyant est aujourd'hui socialiste», af-

firme-t-il en appelant à se rapprocher des victimes des inégalités sociales. C'est d'ailleurs lui qui prononce le premier discours du 1^{er} mai en 1890, et qui crée les tribunaux des prud'hommes. Si l'on en croit Georges Tissot, il s'agit d'un discours très virulent, «que seraient incapables de tenir aujourd'hui les radicaux ou les socialistes, et peut-être même pas Solidarités!»

L'AIT au Sacré-Cœur

Du côté des religions séculières, le Temple unique (aujourd'hui église catholique du Sacré-Cœur), a été bâti par et pour les francs-maçons, à la suite des concessions offertes par James Fazy aux différents courants de pensée. Il a ensuite servi de brasserie, puis de siège de la section genevoise de l'AIT, avant d'être acheté en 1873 par le Cardinal Mermillod œuvrant en sous-marin pour l'Église catholique! On peut aussi apercevoir de la plaine, le Victoria Hall, où Jean Jaurès prononça en 1904 quatre conférences sur «Nietzsche et le socialisme». La salle étant comble avec 1600 personnes, le même nombre de gens étaient restés à l'extérieur. La Brasserie Handwerk abrita de nombreuses réunions ouvrières, des cours de l'Université ouvrière de Genève (UOG) et des meetings, dont celui du 8 mars 1904 sur la Commune de Paris, en présence de Lénine et de Louise Michel. Pour les uns, Mussolini aurait aussi été présent. Charles Heimberg affirme que cette thèse a été invalidée. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, il y a aussi beaucoup de mythes...

Uni Dufour a elle été bâtie sur les cendres du bâtiment électoral («la boîte à gilkes»), où se célébraient notamment le 1^{er} mai.

Un héritage, une transmission

En traversant Plainpalais (lire ci-contre), on atteint le foyer antifasciste, alors appelé «foyer socialiste international» au 4, rue des Pavillons. Fondé en 1927 par un groupe d'intellectuels de gauche et le professeur de littérature André Oltramare (politiquement à l'opposé de son petit frère, le fasciste Georges Oltramare), qui en devint son président, ce lieu est pendant onze ans le siège de conférences et rencontres entre socialistes européens. Dès 1933, un flot de réfugiés allemands et italiens gagne la Suisse. «Avec l'aide de membres du Foyer, André Oltramare ouvre en avril 1934 un lieu de refuge pour les antifascistes, la Cuisine des Exilés, qui fonctionne pendant trois ans. Car ensuite, la plupart des gens partent se battre en Espagne», note Marianne Enckell.

Un petit détour par La Maison du Peuple, rue Dubois-Melly, qui abritait des conférences, dont celle de Lénine, et où a été créée l'UOG, puis la ballade se termine devant le Collège du travail. Fondé par l'anarcho-syndicaliste Lucien Tronchet (1902-1982), ancien secrétaire de la FOBB et partisan de l'action directe, cette organisation a comme but de conserver et de mettre en valeur la mémoire du monde du travail et des luttes ouvrières. Un lieu tout trouvé pour clore le parcours et partager un apéritif convivial. I

LIEUX FÉCOND

Les différents lieux de mémoire ouvrière visités montrent les enjeux liés à la préservation et à la transmission de cette dernière. «On voit que beaucoup d'écueils sont possibles en termes de mémoire: la récupération, l'euphémisation, la ritualisation et sa perte de sens, l'effacement et même la disparition», appuie Charles Heimberg.

À l'aune de l'actualité, la transmission de la mémoire d'en bas est une nage à contre-courant, qui plus est pour l'histoire sociale des travailleurs. Ses potentiels sont pourtant importants: intelligibilité du passé, prise de conscience, mise à distance de la culture dominante.

«Il est toujours utile de relire les mouvements ouvriers ou antifascistes, les faire vivre depuis l'actualité. Le fascisme, cette bête immonde, loge dans un ventre encore fécond», cite-t-il. «Les questions de mémoire ne sont jamais actées. Le geste militant reste tributaire des rapports de force, de l'univers mental. C'est un combat permanent.» Ce partage de la mémoire collective se fait aussi à travers les lieux symboliques de la mémoire, qui doivent donc être conservés, connus et utilisés. «Ces endroits, comme la Pierre de Plainpalais, abritent une force qui couve. Si un jour, nous nous retrouvons dans une situation grave de menace à nos libertés démocratiques, je suis certain que l'on s'y retrouvera.» LH

Mémoire officielle ou non

Plainpalais ► On ne présente plus la Pierre, monument aux victimes du 9 novembre 1932. Ce qu'on savait peut-être moins, c'est qu'elle avait été déposée clandestinement par des militants du FOBB (Fédération suisse des ouvriers du bois et du bâtiment), pour le cinquantième anniversaire de la fusillade. Jacques Robert a lui-même participé à son transport et à son installation en 1982. «Au-delà des victimes qui n'étaient pas que des militants du mouvement ouvrier et dont on a choisi de ne pas inscrire les noms, nous voulions rappeler le contexte». C'est-à-dire, en cette année 1932, la naissance d'un parti fasciste, l'Union nationale, qui enchaîne les provocations contre les confédérés, accusés de tous les maux, «un peu comme les frontaliers aujourd'hui», contre les Juifs et les gauchistes. Et quand des manifestants s'opposent à la tenue d'un meeting de l'Union nationale, l'armée inexpérimentée tire dans la foule...

Depuis la fusillade du 9 novembre 1932, un hommage est rendu aux victimes chaque année de manière spontanée. Mais en 1972, des militaires en civil protestent contre les manifestants, qui décident peu à peu d'inscrire leur démarche de mémoire dans un cadre institutionnel. En juin 1982, le Conseil administratif refuse de financer le monument, pour ne pas courir le risque d'affrontements. Les militants prennent les choses en main. «Le monument devait être lourd pour qu'il ne soit pas enlevé: solide pour résister aux intempéries; simple car il devait être prêt pour le cinquantenaire, et peu cher car nous n'avions aucun financement», se souvient Jacques Robert. Le choix se porte donc sur un rocher



de cinq tonnes, destiné initialement à être immergé dans le barrage de Verbois. Ce sont les militants de la construction qui s'occupent de l'installation clandestine du rocher. «Et quand quelques mois plus tard, un militant du parti d'extrême-droite Vigilance tente de renverser la pierre avec son 4x4, on a bien rigolé en apprenant qu'il était instructeur de la protection civile!»

Pour Yan Schubert, c'est ainsi que le monument en dit parfois plus

sur l'époque où il est érigé que sur le passé qu'il honore. «Il faut toujours se demander d'où vient l'initiative, s'interroger sur le choix du lieu: authentique ou symbolique?» En effet, les monuments s'inscrivent parfois dans un endroit pour lequel ils n'avaient pas été imaginés, comme les Réverbères de la mémoire (du génocide arménien) au Parc Tremblay.

Les inscriptions sont une autre affaire. «Pour l'hommage aux vic-

times du 9 novembre 1932, on a beaucoup hésité avant de se décider pour 'Plus jamais ça'. Il s'agissait de ne pas trop froisser les sensibilités, ce que regrette Charles Heimberg qui voudrait que l'on tutoie davantage la vérité: «ces treize personnes ont été victimes du militarisme, et il faudrait l'inscrire pour ne jamais l'oublier, tout comme le prétexte utilisé, soit le fascisme. Il est important de nommer les faits et les responsabilités». À la faveur des ma-

Plaine de Plainpalais, le 9 novembre 2013, des militants sont présents pour rendre hommage aux victimes de la fusillade du 9 novembre 1932. JMS

fortés de centre-gauche par l'exécutif du Conseil d'État genevois, des gestes symboliques ont été exécutés officiellement. En 2007, une déclaration officielle de Charles Beer, président du Conseil d'État, taxe d'inacceptable l'attitude de l'armée en 1932. Mais rien de plus. La droite genevoise n'a jamais reconnu la Pierre.

Juste en face, le monument aux brigadistes suisses de la guerre d'Espagne trône au milieu de la circulation et des scooters parkés. Cette œuvre du sculpteur Manuel Torres a été érigée par la Ville de Genève en hommage aux brigadistes suisses en juin 2000. Pourquoi 2000? Parce que la mémoire se réveille en Espagne, alors qu'elle a été condamnée aux lendemains de quarante ans de dictature à un «silence officiel», et parce qu'en Suisse, dès 1996, une dynamique d'hommage à ces combattants et de transmission de la mémoire s'installe. Un comité fait alors pression pour obtenir un monument, et parvient à ses fins. «Un des éléments clés est qu'une conseillère administrative de la Ville de Genève était elle-même fille d'un brigadiste, Jacqueline Burnand.» Charles Heimberg relève à nouveau aussi le poids de la majorité de gauche. Pour ceux qui se demandent pourquoi avoir installé ce monument à cet endroit, au risque de créer un «ghetto de la mémoire ouvrière» selon les dires de Charles Heimberg, voici l'anecdote. Il s'agit de la volonté d'un des membres du comité, Bolo Morenzoni, brigadiste parti à 16 ans en Espagne, qui habitait dans la rue Dagnez. De son vivant, il venait tous les matins pour déplacer les vélocycles et se recueillir. LH

Il y a 150 ans, le premier congrès de la Première Internationale

Du 3 au 9 septembre 1866, des délégués ouvriers de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Angleterre se sont réunis à Genève pour le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs

me mo Il y a 150 ans, une soixantaine de délégués de plusieurs pays se réunissaient à Genève pour le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs, plus connue sous le nom de Première Internationale. Fondée deux ans auparavant à Londres, cette association a posé les jalons de l'internationalisme ouvrier et des revendications communes, telles que celle de la journée de 8 heures, adoptée à Genève.



«*Passé simple*», mensuel romand d'histoire et d'archéologie, consacre un dossier de dix pages à la Première Internationale dans son édition de septembre, dont cet article est un résumé. Ce numéro est disponible chez Payot ou, pour 10 fr., frais de port en sus, en écrivant à abo@passesimple.ch ou à Magazine *Passé simple*, ch. de Combes 12, 1009 Pully.



La seule photographie connue des congressistes de Genève en septembre 1866. Ils ont été immortalisés devant la brasserie Treiber où ils se sont réunis.

Le 3 septembre 1866 s'ouvrait à Genève le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT), qu'on connaît mieux sous le nom de Première Internationale. Elle avait été fondée deux ans auparavant à Londres par des ouvriers anglais et français ainsi que des émigrés d'autres nationalités, dont Karl Marx et Friedrich Engels. Ce matin de septembre, une manifestation ouvrière de plus de 1000 personnes (selon le *Journal de Genève*!) traverse la ville, avec un détour par le quartier ouvrier des Bergues, pour se diriger vers une salle de réunion modeste: la brasserie Treiber aux Eaux-Vives (alors commune indépendante de la ville de Genève), dans un bâtiment aujourd'hui disparu situé rue de la Terrassière. Ce cortège accompagne les délégués au congrès et comprend les membres suisses – en majorité genevois et vaudois – et les sections déjà existantes de l'Internationale. Une douzaine de sociétés ouvrières genevoises, non membres de l'AIT, se joignent au cortège. On trouve donc des ouvriers de toutes professions, mais principalement ceux de la construction et du bâtiment, ainsi que «ceux de la fabrique», soit tous les métiers liés à l'horlogerie et à la bijouterie. Pour toute fanfare, un tambour, peut-être quelques instruments et une trompette ou deux. On avait pourtant voulu faire venir une fanfare de Ferney-Voltaire, en France voisine, mais le sous-préfet de Gex avait interdit aux

musiciens de se rendre à Genève!

Dans la brasserie, plusieurs drapeaux: celui de l'Internationale, le drapeau rouge des menuisiers de Genève, le drapeau suisse et ceux des pays des délégués, mais également un grand drapeau des Etats-Unis: il s'agissait de rendre hommage à ce pays pour avoir récemment aboli l'esclavage. D'ailleurs, dès l'ouverture du congrès, il est donné lecture d'une lettre d'Abraham Lincoln, président des Etats-Unis, qui affirme sa sympathie pour l'œuvre entreprise par les fondateurs de l'Internationale.

Le congrès de Genève réunit soixante délégués, soixante hommes venant de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Angleterre. L'horloger Hermann Jung, originaire de Saint-Imier résidant à Londres, va le présider. Il est assisté de «Genevois»: l'Allemand Johann Philipp Becker, le relieur français Dupleix et le journaliste polonais Josef

Card. Beaucoup d'ouvriers ont émigré pour exercer leur métier, ou pour fuir la répression. A Genève comme à Londres, les groupes locaux forment déjà une petite Internationale. Des embryons de syndicats s'y forment. Ce n'est pas le cas partout. En Allemagne et en France, la liberté d'association n'est pas reconnue et les responsables ouvriers séjournent souvent en prison: la Belgique vient d'adopter une loi restreignant les droits des étrangers. Et c'est pourquoi, primitivement prévu à Bruxelles, le congrès se tient à Genève.

Une ère nouvelle dans l'histoire du monde

«Notre génération ouvre une nouvelle ère dans l'histoire du monde.» C'est Becker qui prononce ces fortes paroles d'ouverture. Il a beaucoup bourlingué depuis trente ans, participant aux mouvements révolutionnaires en Europe, avant de se fixer à Genève, où il coordonne surtout les sections de langue allemande.

L'ordre du jour du congrès a été préparé par le Conseil général de Londres, avec des questions fondamentales pour l'organisation du mouvement ouvrier: grèves et solidarité internationale; secours mutuels; durée du travail; travail des femmes et des enfants. Et si les délégués parviennent dans la plupart des cas à un accord, les discussions sont nourries.

Lors de grèves récentes en Angleterre, les patrons ont brisé le mouvement en faisant venir des ouvriers de l'étranger. Pour contrecarrer ces manœuvres, on propose d'abord l'établissement de statistiques des salaires et conditions de travail, afin de les uniformiser dans tous les pays. Le tailleur Eccarius, de Londres, va plus loin: il voudrait «qu'au même moment les ouvriers de tous les pays refusent de travailler [...]». Demander la grève universelle, c'est réclamer la révolution. Plusieurs délégués, français notamment, favorisent plutôt l'association, les coopératives de production, qui préfigurent une société égalitaire et solidaire. Il est intéressant de noter que c'est l'envoi d'ouvriers aux expositions internationales comme celles de Londres ou de Paris qui suscita des rencontres avec les ouvriers locaux et l'idée de s'organiser par-dessus les frontières.

Vers la journée de 8 heures

La durée de travail est longue à cette époque: douze à quatorze heures. Après sa journée, un homme «peut-il, en rentrant chez lui, trouver la force et le courage d'ouvrir un livre?» demande le Zurichois Karl Bürkli. C'est en 1810 déjà que l'utopiste anglais Robert Owen propagait l'idée de huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisir; il aurait même calculé que trois heures suffiraient, si tout le monde mettait la main à la pâte, pour produire les biens nécessaires. Certains doutent que l'on puisse gagner suffisamment et estiment à dix heures le temps nécessaire à la subsistance d'une famille. Le principe des huit heures finit par être adopté.

Pas pour tous, cependant: pas pour les femmes! «La femme est le lien, l'attrait qui retient l'homme à la maison, adouci ses mœurs», ils sont plusieurs à le dire en chœur. Il y a peu de voix pour défendre l'égalité. Comme deux délégués de Paris, le relieur Varlin et le graveur Bourdon, qui jugent qu'il faut s'en prendre aux causes de «l'abaissement physique et moral» des femmes dans les manufactures: «La femme ayant besoin de travailler pour vivre honorablement, on doit chercher à améliorer son travail, mais non à le supprimer.» Au vote, leur proposition est défaite. Mais deux ans à peine après le congrès, on connaît à Genève une Section des dames; à Liège, les casquettières s'organisent. En été 1869, les ouvrières lyonnaises des filatures de soie tiennent un mois de grève. D'autres sections de femmes se forment un peu partout.

S'organiser

Quasiment tous les délégués au congrès sont ouvriers ou artisans; ils ne travaillent guère dans la grande in-

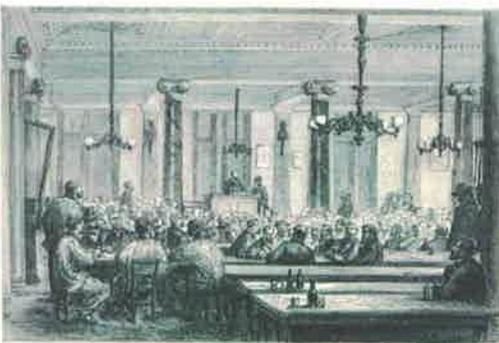
dustrie. Ils ont des emplois typiques du prolétariat des villes de l'époque, tailleurs et cordonniers, tisseurs et teinturiers, menuisiers, relieurs. Lorsque la discussion porte sur les statuts et le règlement de l'association, les délégués français émettent de sérieuses réserves. Faut-il accepter les intellectuels, ou «gens de lettres»? Le proudhonien Henri Tolain propose d'exclure les «travailleurs de la pensée». Sa proposition est rejetée par 25 voix contre 20.

Le congrès termina ses travaux le samedi soir de la même semaine et fut conclu par un banquet le dimanche. Mais auparavant, le matin, les congressistes avaient fait une croisière sur le bateau Le Chablais dans une ambiance festive. On y chanta – mais personne ne se rappelle quoi! Un grand drapeau rouge avait été déployé, au grand dam des bourgeois qui regardaient ce spectacle peu ordinaire depuis les quais genevois. Le congrès de Genève a déclenché un fort développement de l'Internationale en Suisse et ailleurs. Des sections se forment parmi les ouvriers horlogers des Montagnes neuchâtelaises et du vallon de Saint-Imier, les passementiers de Bâle, les menuisiers de Montreux, et à Genève bien entendu.

Marianne Enckeli, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier ■

Georges Tissot, Communauté genevoise d'action syndicale ■

Pour en savoir davantage: «Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960», Marc Vuilleumier, Genève et Lausanne, 2012. «L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale», Mathieu Léonard, Paris, 2011.



Parue dans plusieurs journaux illustrés français, cette gravure représente une séance de la section genevoise de l'Internationale dans le Temple unique, situé à l'époque au boulevard de Plainpalais, devenu le boulevard Georges-Favon à Genève. Lors de la démolition des fortifications de la ville, le gouvernement de James Fazy accorda des concessions aux divers courants de pensée. C'est ainsi que furent construits dans les années 1850 le Temple unique franc-maçon, la Synagogue, la basilique Notre-Dame, l'Eglise anglicane et l'Eglise orthodoxe. Mal géré par ses propriétaires, le Temple unique devint une brasserie, le secrétariat de l'Internationale pour Genève... puis fut vendu en 1873 à l'Eglise catholique qui en fit le Sacré-Cœur.

Promenade et conférence

Dans le cadre de la commémoration du 150^e anniversaire du premier congrès de l'AIT, une balade sur les lieux de mémoires ouvrières et une conférence-débat sont organisées à Genève, respectivement les 24 et 29 septembre.

Plus d'informations:

www.eahmo.org/annonce-de-conferences ou www.collegedutravail.ch

« L'internationalisme est révolutionnaire et toujours d'actualité »

Le 150^e anniversaire du premier congrès de l'Internationale a été marqué à Genève par une soirée militante et un débat animé

me mo En septembre 1866, une soixantaine de délégués venus de plusieurs pays se réunissent à Genève pour le premier congrès

de l'Association internationale des travailleurs, lancée deux ans plus tôt à Londres. Les bases d'une union ouvrière transcendant les frontières étaient posées. Une soirée a commémoré cet événement la semaine dernière.

« **G**roupons-nous et demain, l'Internationale sera le genre humain... » Ce 29 septembre, les paroles de l'Internationale ont résonné dans les murs de l'Université ouvrière de Genève, entonnée par quelque quatre-vingts militants, debout, le poing levé. À l'initiative du syndicaliste Georges Tisso et en collaboration avec la Communauté genevoise d'action syndicale et le Collège du travail notamment, une soirée était en effet organisée pour marquer le 150^e anniversaire du premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) tenu à Genève en septembre 1866 (voir *L'Événement syndical* du 14 septembre). Après une présentation par les historiens Marc Vuilleumier et Marianne Enckell, ainsi que l'interprétation de chansons ouvrières par des acteurs de la Comédie, un débat était consacré au thème « Quel internationalisme ouvrier pour le XXI^e siècle? ».

« Il nous est apparu intéressant d'avoir un regard sur l'internationalisme provenant de Moscou », a expliqué Georges Tisso en présentant la première intervenante, Julia Gousseva, collaboratrice au centre d'éducation et de recherche moscovite Praxid. Mauvaise pioche: la jeune femme s'est contentée de lire un texte idéologique de peu d'intérêt duquel il ressortait que les fondateurs de l'AIT avaient vu tout juste et qu'il fallait donc s'inscrire dans leur ligne.

Normes de l'OIT...

La salle s'est un peu réveillée avec le second orateur. « Le congrès de Genève constitue un tournant majeur. L'internationalisme y est posé comme une condition sine qua non de l'émancipation des travailleurs. Cette conception est révolutionnaire et toujours d'actualité », a relevé Bernard Thibault.

L'ancien secrétaire général de la CGT a aussi évoqué les enjeux de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont il occupe un siège au conseil d'administration: « Le Code international du travail peine à s'imposer. Il est grand temps d'imposer les normes de l'OIT à l'ensemble des États, mais aussi aux entreprises », a-t-il souligné, en plaçant pour des « sanctions dissuasives ». « Il incombe au mouvement syndical d'obtenir les droits sociaux les plus développés pour l'ensemble des travailleurs », a conclu le cégétiste. « Un travailleur sur deux dans le monde exerce son activité sans contrat de travail, c'est hallucinant. »

...ou lutte des classes ?

Lors du débat avec la salle, plusieurs personnes ont interpellé le Français. Jeune apprenti, Jonathan lui a reproché son « pantouflage à l'OIT » et de ne pas avoir soutenu à l'époque les salariés en conflit chez Continental et Goodyear. Bernard Thibault a rétorqué que sa fonction à l'OIT n'était pas rémunérée et qu'il n'avait pas de comptes à rendre sur son action à la tête de la CGT: « J'ai terminé mon mandat par un rapport approuvé par 83,5% des délégués, ce qui importe pour moi est l'avis des syndiqués. » Une réponse un peu courte, mais qui a toutefois été applaudie par la moitié de la salle. « L'internationalisme ouvrier ne peut se réduire aux normes de l'OIT, même si elles sont importantes », a lancé de son côté Vincent Leggiero. « Il faut remettre sur pied une internationale de

Entre histoire et actualité. L'Internationale a été entamée par les participants à la soirée placée sous le thème « Quel internationalisme ouvrier pour le XXI^e siècle? ». À la tribune: Julia Gousseva, Georges Tisso et, tout à droite, l'ancien dirigeant de la CGT française, Bernard Thibault.



Jérôme Béguin ■

Photos | Nell Labrador



Autour de Georges Tisso, Marianne Enckell et Marc Vuilleumier ont parlé des aspects historiques du congrès de la Première Internationale.

Un siècle et demi, quatre internationales et des poussières

Créée en 1864, l'Association internationale des travailleurs (AIT) est connue sous le nom de Première Internationale, car les divisions entre les « centralistes » partisans de Karl Marx et les « fédéralistes » représentés par Michel Bakounine provoquent sa dislocation en 1876. En 1889, les partis socialistes qui voient le jour se regroupent dans l'Internationale ouvrière. Divisée sur l'attitude à tenir envers la guerre, cette Deuxième Internationale éclate toutefois en 1914. La création d'une Troisième Internationale en 1919 dans la foulée de la révolution d'Octobre confirme la fracture entre communistes et socialistes. En 1938, les militants antistalinien derrière Léon Trosky se rassemblent dans une Quatrième Internationale, qui connaît nombre de scissions. Aujourd'hui encore, le mouvement ouvrier et socialiste n'a pas surmonté ces divisions.

180 millions de membres

Le mouvement syndical affiche une meilleure cohésion. D'abord membres des I^{re} et II^e internationales, les syndicats mettent sur pied dès 1901 leurs propres conférences et en 1913 à Zurich une Fédération syndicale internationale voit le jour. Aujourd'hui, la Confédération syndicale internationale, à laquelle est affiliée l'Union syndicale suisse, s'appuie sur 333 organisations représentant 180 millions de membres dans 163 pays. Avec toujours cette idée énoncée à Genève en 1866: défendre les droits des travailleurs à la faveur de la coopération internationale.

JB ■

à poing levé

TTIP pas top !

TAFTA, TTIP, TISA, CETA, nous avons tous déjà entendu ces acronymes barbares dans les médias. Entre rumeurs, partisans et détracteurs, pas facile de faire le tri, surtout quand tout se déroule dans le plus grand secret des « dieux ». Et puis après tout, ces traités de libre-échange sont l'affaire des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne! En quoi ça nous regarde, nous, les Suisses? Et bien il semblerait que les retombées économiques ne s'arrêtent pas aux frontières. L'émission A bon entendeur du 27 septembre s'est penchée sur les bouleversements que pourrait engendrer le TTIP sur la façon de consommer en Suisse mais aussi sur le sort des agriculteurs, principaux concernés par ce traité. En effet, l'avènement de la plus grande zone de libre-échange du monde et donc la libre circulation des biens et des services va dopper la concurrence. Et entre un steak américain élevé aux hormones et une pièce de bœuf suisse élevée dans des conditions strictes respectant la santé de l'animal et du consommateur, le prix passe du simple au double. Si le TTIP est validé, l'Union suisse des paysans prévoit qu'un tiers des éleveurs suisses mettront la clé sous la porte.

En plus d'être une vraie menace pour l'agriculture suisse, le TTIP autoriserait la commercialisation de produits importés qui ne répondent pas aux règles en vigueur en Europe. On pense aux aliments comportant des OGM, des hormones, des antibiotiques ou encore certains pesticides à des doses prohibées chez nous. Quoi de plus hypocrite que de trouver sur nos étals du poulet issu de l'élevage intensif et lavé au chlore alors que nos propres lois interdisent l'élevage en batterie? On ne joue pas dans la même cour et encore moins avec les mêmes règles. Et il ne faut pas rêver, une harmonisation des standards de sécurité et des lois sera inévitable. Ceci dit, il ne faut pas attendre du plus gros pourvoyeur d'OGM de la planète qu'il se plie à nos exigences! Les États-Unis ne laisseront aucune chance à l'Union européenne, et à la Suisse a fortiori.

Si on ne sait pas précisément ce qui est en train de se tramer, le secret qui entoure les négociations relatives au TTIP suffit à mobiliser la société civile, qui crie haut et fort son inquiétude. Car ce qui est en jeu, c'est le piétinement de nos règles liées à l'environnement et à notre santé, ce sont des grandes vagues de licenciements dues à la concurrence, c'est la prise du pouvoir par les multinationales, c'est la détérioration des conditions de travail, le creusement des inégalités ou encore la privatisation du secteur public. Parce que nous tenons à notre mode de vie, à nos services publics, à la transparence, à notre bien-être et à notre santé, ne les laissons pas pactiser dans notre dos. Plus que jamais, il est temps de dire NON au TTIP!

Manon Todesco ■

Rendez-vous le 8 octobre à 15h sur la place Fédérale à Berne! (voir aussi en page 7)



Même si aucune femme n'a participé au congrès de l'AIT, Marianne Enckell a présenté quelques personnalités ayant eu un rôle important ces années-là, dont cette féministe genevoise, partisane de l'organisation des femmes par dessus les frontières.

« Resituer l'Internationale à Genève »

A l'occasion des 150 ans du premier congrès de l'Association internationale des travailleurs tenu dans cette ville, une promenade a été organisée sur des lieux de mémoire ouvrière

me mo Genève a accueilli, en septembre 1866, le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT), connue aussi sous le nom de Première Internationale. Pour commémorer cet événement, une promenade sur des lieux de mémoire ouvrière a été mise sur pied. Découverte.

C'est à la rue de la Terrassière, dans la commune des Eaux-Vives à Genève, que s'est tenu il y a 150 ans le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Du 3 au 9 septembre 1866, des délégués de l'Internationale, née deux ans plus tôt à Londres, se réunissaient dans une grande salle de la brasserie Treiber pour discuter des revendications, des statuts et des moyens de combattre ensemble l'exploitation et le capital. Le bâtiment de la brasserie ayant disparu, c'est à l'opposé des Eaux-Vives, au cimetière Saint-Georges, que débute ce 24 septembre 2016, une balade commémorative du premier congrès de l'AIT. «Une promenade de mémoire pour resituer l'Internationale dans cette ville», explique Georges Tissot, ancien secrétaire général du SIT et ancien président de la CGAS, qui l'a mise sur pied avec, notamment, le Collège du travail et l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (Aéhm).

Une cinquantaine de personnes s'engagent dans les pas du syndicaliste. A l'entrée d'une allée, une première stèle, celle d'Emile Nicolet (1879-1921), secrétaire romand de la FCTA. Il a créé une cinquantaine de syndicats de base, dans le commerce et les transports, et a pris une part active à la grève générale de 1918. «La classe ouvrière de Genève reconnaissante», s'affiche sur la pierre. «6000 personnes se sont réunies ici à son enterrement. Aujourd'hui, tous les militants syndicaux aimeraient une telle inscription sur leur tombe», sourit Georges Tissot.

Un peu plus loin, le cortège s'arrête sur la tombe de **Louis Bertoni** (1872-1947), anarchiste genevois et rédacteur du journal *Le Réveil-Il Risveglio*. Typographe, il parcourait la Suisse durant ses week-ends pour donner des conférences. Et a passé passablement de jours en prison. «La pierre a été posée en 1948. Nous recherchons son auteur. Il y avait beaucoup de libres penseurs italiens parmi les marbriers de Genève», relève Marianne Enckell, de l'Aéhm, racontant aussi que durant des années, les anarchistes de Genève se retrouvaient ici le matin du 1^{er} Mai.

De Johann Philipp Becker...

Protégé par les bras d'un thuya géant, c'est un personnage central de l'AIT qui repose à quelques centaines de mètres de là. La stèle de **Johann Philipp Becker** (1809-1886), un peu déstabilisée par les racines de son protecteur, comporte quelques mystères: des inscriptions en sept langues, témoignages de son engagement internationaliste, que les historiens tentent de décrypter, le temps les ayant estompés. Becker, immigré allemand, actif dans le mouvement républicain en Allemagne, dans celui de Garibaldi en Italie, et à Genève avec les radicaux, a été l'artisan de l'AIT en Suisse, relate Patrick Auderset du Collège du travail. Il créa de nombreuses sections de l'Internationale, participa à tous ses congrès, et prononça le discours inaugural de celui de Genève. La balade se poursuit par le bois de la Bâtie, puis

surplombe le quartier de la Jonction. Riche de son histoire ouvrière: le dépôt des TPG, théâtre d'une grève en 1902 qui aboutira à une grève générale cantonale. Une grève contrastant, comme l'a expliqué l'historien Charles Heimberg, avec celle des maçons l'année suivante, qui s'est épuisée et s'est terminée par le départ de tous les ouvriers italiens et français. La Jonction dévoile aussi ses traces d'anciennes usines, délocalisées ou fermées.

... à Lénine et aux victimes du travail oubliées

Les promeneurs rejoignent ensuite la rue des Plantaporrêts. Au numéro 5, une plaque a été apposée pour marquer la présence de **Lénine**, qui y vécut de 1904 à 1905. Lieu où des délégations soviétiques venaient «s'incliner», au grand dam de squatters qui rappelaient, avec des banderoles, la répression contre les anarchistes en URSS. Juste derrière, la rue des Gazomètres. Dans ce quartier, le 23 août 1909, l'usine à gaz explosait, faisant 13 morts et une centaine de blessés. «Le hasard a fait qu'il y a eu le même nombre de victimes que le 9 novembre 1932, lors de la fusillade de Plainpalais. Mais ces 13 morts-là sont oubliés de la mémoire collective», regrette Charles Heimberg. «La mort au travail est encore considérée comme une fatalité. Même le journal socialiste de l'époque s'offusquait qu'une usine si dangereuse soit laissée en zone urbaine, tuant des passants, mais pas un mot sur la mort des ouvriers!»

Continuant son chemin, la cohorte débouche sur la plaine de Plainpalais où se trouvent plusieurs sites emblématiques. Il y a d'abord le monument en mémoire du radical genevois **Georges Favon** (1843-1902) sur lequel est inscrit: «Pas de progrès sans justice sociale.» Une épitaphe mettant en perspective le personnage, qui a été conseiller d'Etat radical, proche du socialisme, et dont les discours virulents, appelant à la lutte contre la tyrannie, feraient pâlir certains socialistes d'aujourd'hui... C'est lui qui a prononcé le premier discours du 1^{er} Mai à Genève, en 1890.

Lieux emblématiques

Depuis le buste de Favon, le regard porte sur le **Temple unique**, aujourd'hui église catholique. C'est dans ce bâtiment, construit par les francs-maçons en 1859, devenu ensuite une brasserie, que s'était installée la section genevoise de l'Internationale, avant qu'il ne soit racheté, en 1873, par un intermédiaire de l'église. A quelques pas se trouve le **Victoria Hall**, où Jean Jaurès a donné, en 1904, quatre conférences réunissant chaque soir 1600 personnes dans la salle et autant dans la rue! Plus au sud, sur l'avenue du Mail, se trouvait la **brasserie Handwerk**, lieu de nombreuses réunions et meetings. Louise Michel s'y est exprimée. La petite histoire raconte - c'est un mythe selon des historiens - que le 8 mars 1904, lors d'un meeting en mémoire de la Commune de Paris, le jeune Mussolini y aurait rencontré Lénine. Les pas nous mènent tout au sud de Plainpalais



Johann Philipp Becker (1809-1886) a été l'artisan de l'Association internationale des travailleurs en Suisse. Il prononça le discours inaugural de son premier congrès, tenu à Genève il y a 150 ans.

où, en 1982, des maçons de la FOBB sont venus clandestinement poser un gros bloc de granit, **la Pierre**, en hommage aux 13 victimes tombées sous les feux de l'armée 50 ans plus tôt. «Le 9 novembre 1932, des jeunes recrues paniquées tiraient sans sommation sur une manifestation ouvrière qui protestait contre la tenue d'un meeting fasciste», explique Jacques Robert, ancien de la FOBB puis d'Unia, qui avait organisé l'opération avec les militants. «La pierre a été posée sur les lieux mêmes de la fusillade. La troupe était là, derrière l'église», montre-t-il. «Il y avait la crise, des milliers de chômeurs à Genève, la montée du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne. Les recrues ont arrosé la place, faisant 13 morts et 65 blessés, dont des passants et des curieux, beaucoup atteints dans le dos...»

Hommage aux brigadistes et à Tronchet

Chargés de ce souvenir, les marcheurs traversent le carrefour, jusqu'à la rue Dancet où se dresse l'œuvre du sculpteur Manuel Torres, érigée en juin 2000 par la ville en hommage aux **volontaires suisses de la guerre d'Espagne** entre 1936 et 1938. Un monument pour ne pas oublier cette solidarité contre le putsch franquiste. S'il se trouve ici, on le doit à l'un des derniers brigadistes genevois encore en vie à l'époque. «Eolo Morenzeni habitait juste à côté. Il était parti à 16

ans et demi en Espagne. Quand la question du lieu s'est posée, il m'a dit qu'il était hors de question de le mettre ailleurs», se souvient Charles Heimberg. «Tous les matins, il venait déplacer les scooters et vélos parkés au pied du monument.»

La balade passe ensuite par la rue des Pavillons 4, où se trouvait le **Foyer antifasciste** et la «cuisine des exilés» dans les années 30, pour se terminer au parc Gourgas, derrière l'immeuble de la coopérative La Ruche, fondée en 1957 par **Lucien Tronchet** (1902-1982), anarcho-syndicaliste genevois de la FOBB qui constitua la Ligue d'action du bâtiment. L'immeuble accueillait aussi le Collège du travail, fondé par le syndicaliste. Ce même Tronchet qui, à l'occasion du 100^e anniversaire du congrès de l'AIT, écrivait dans la *Revue syndicale suisse*: «Le syndicalisme moderne, en s'appuyant sur la charte de l'AIT, proclamée à Genève en 1866, a dépassé le stade des conquêtes purement matérielles. Il a donné et développé la conscience du droit à la dignité de la classe ouvrière.»

Sylviane Herranz ■

Photos | Nell Labrador

* A lire: «Le congrès de Genève de l'Association internationale des travailleurs du 3 au 9 septembre 1866», *Revue syndicale suisse*, 1966. www.e-periodica.ch



Emile Nicolet (1879-1921).



Louis Bertoni (1872-1947).



Georges Favon (1843-1902) et, au fond, le Temple unique.



La brasserie Handwerk.



La Pierre, en mémoire des victimes du 9 novembre 1932, avec Jacques Robert.



Hommage aux brigadistes.



MOUVEMENT OUVRIER

Il y a 150 ans, le premier congrès de la Première internationale

Le 3 septembre 1866 s'ouvrait à Genève le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT), plus connue sous le nom de Première internationale, fondée deux ans auparavant à Londres.

Récit • Ce matin-là, une manifestation ouvrière de plus de 1000 personnes (selon le Journal de Genève !) traverse la ville en accompagnant les soixante délégués au congrès (tous des hommes !) pour se diriger vers la brasserie Treiber aux Eaux-Vives, dans un bâtiment aujourd'hui disparu à la rue de la Terrassière. On y trouve des ouvriers de toutes professions : ceux de la construction et du bâtiment, ainsi que « ceux de la fabrique », soit les métiers liés à l'horlogerie et à la bijouterie.

Pour toute fanfare, un tambour, peut-être un ou deux instruments. On avait voulu faire venir une fanfare de Ferney-Voltaire, mais le sous-préfet de Gex avait interdit aux musiciens de se rendre à Genève !

Dans la brasserie, plusieurs drapeaux : celui de l'AIT, le drapeau rouge des menuisiers de Genève, les drapeaux des pays des délégués, mais également un grand drapeau des États-Unis : il s'agissait de rendre hommage à ce pays pour avoir récemment aboli l'esclavage. D'ailleurs, dès l'ouverture du congrès, il est donné lecture d'une lettre d'Abraham Lincoln, président des États-Unis, qui affirme sa sympathie pour l'œuvre entreprise.

« NOTRE GÉNÉRATION OUVRE UNE NOUVELLE ÈRE DANS L'HISTOIRE DU MONDE »

C'est Johann Philip Becker, un allemand résidant à Genève où il coordonne les sections de langue allemande, qui prononce ces fortes

paroles d'ouverture.

L'ordre du jour du congrès pose des questions fondamentales pour l'organisation du mouvement ouvrier : grèves et solidarité internationale, secours mutuels, durée du travail, travail des femmes et des enfants. Et si les délégués parviennent dans la plupart des cas à un accord, les discussions sont nourries.

Lors de grèves récentes en Angleterre, les patrons ont brisé le mouvement en faisant venir des ouvriers de l'étranger. Pour contrecarrer ces manœuvres, on propose d'abord d'établir des statistiques des salaires et conditions de travail, afin de les uniformiser dans tous les pays. Un délégué, tailleur londonien, va plus loin : il voudrait « qu'au même moment les ouvriers de tous les pays refusent de travailler [...] ».

La durée de travail est longue à cette époque : douze à quatorze heures. Après sa journée, un homme « peut-il, en rentrant chez lui, trouver la force et le courage d'ouvrir un livre ? » demande un délégué zurichois. C'est en 1810 déjà que l'utopiste anglais Robert Owen propageait l'idée de huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisir ; il calculait même que trois heures suffiraient pour produire les biens nécessaires si tout le monde mettait la main à la pâte. Certains doutent que l'on puisse gagner suffisamment et estiment à dix heures le temps nécessaire à la subsistance d'une famille. Mais le principe des huit heures finit par être adopté.

Pas pour tous, cependant : pas pour les femmes ! « La femme est le lien, l'attrait qui retient l'homme à la maison, adoucit ses mœurs », disent plusieurs délégués. Il y a peu de voix pour défendre l'égalité. Mais deux délégués de Paris jugent qu'il faut s'en prendre aux causes de « l'abaissement physique et moral » des femmes dans les manufactures : « La femme ayant besoin de travailler pour vivre honorablement, on doit chercher à améliorer son travail, mais non à le supprimer. » Au vote, leur proposition est défaite. Mais deux ans à peine après le congrès, on connaît à plusieurs endroits des groupements féminins : à Genève, à Liège (des casquettières), à Lyon (des fileuses de soie en grève) ... et un peu partout.

S'ORGANISER

Quasiment tous les délégués au congrès sont ouvriers ou artisans. Ils ne travaillent guère dans la grande industrie. Ils ont des emplois typiques des villes de l'époque : tailleurs et cordonniers, tisseurs et teinturiers, menuisiers, relieurs.

Lorsque la discussion porte sur les statuts et le règlement de l'Association, les délégués français émettent de sérieuses réserves : faut-il accepter les intellectuels, ou « gens de lettres » ? Le proudhonien Henri Tolain propose d'exclure les « travailleurs de la pensée ». Sa proposition est rejetée par 25 voix contre 20.

Le congrès termina ses travaux

le samedi soir de la même semaine et fut conclu par un banquet le dimanche. Mais auparavant, le matin, les congressistes avaient fait une croisière sur le bateau Le Chablais dans une ambiance festive. Un grand drapeau rouge avait été déployé, au grand dam des bourgeois qui regardaient ce spectacle peu ordinaire depuis les quais genevois. ✂

Marianne Enckell, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO)
Georges Tissot, Communauté genevoise d'action syndicale

Légendes

– La seule photographie connue des congressistes de Genève en septembre 1866. Ils ont été immortalisés devant la brasserie Treiber où ils se sont réunis. Photo : Édouard de Jongh. Bibliothèque de Genève.

– Parue dans plusieurs journaux illustrés français, cette gravure représente une séance dans le Temple unique, situé à l'époque au boulevard de Plainpalais, devenu le boulevard Georges Favon. Ce qui était à l'origine un Temple franc-maçon sera vendu en 1873 à l'Église catholique qui en fit le Sacré-Coeur. (Bibliothèque de Genève)

– Passé simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie, consacre un dossier de dix pages à la Première internationale dans son numéro de septembre, dont cet article est un résumé. Ce numéro est disponible dans les librairies Payot ou peut être obtenu pour CHF 10, frais de port en sus en écrivant à abo@passesimple.ch ou à Magazine Passé simple Sàrl, ch. de Combes 12, 1009 Pully.

Le 3 septembre 1866, le drapeau rouge flotte sur Genève. Soixante délégués y ouvrent le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Objectif: discuter des problèmes centraux qui se posent au mouvement ouvrier naissant — et qui n'ont rien perdu de leur actualité¹.

MARIANNE ENCKELL
ASSOCIATION POUR
L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU
MOUVEMENT OUVRIER
(AÉHMO)
GÉORGES TISSOT
COMMUNAUTÉ GENEVOISE
D'ACTION SYNDICALE

Le 3 septembre 1866 s'ouvrait à Genève le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs, qu'on connaît mieux sous le nom de Première internationale. Elle avait été fondée deux ans auparavant à Londres par des ouvriers anglais et français ainsi que des émigrés d'autres nationalités, dont Karl Marx et Friedrich Engels.

MANIFESTATION OUVRIÈRE. Ce matin de septembre, une manifestation ouvrière de plus de 1000 personnes (selon le *Journal de Genève*) traverse la ville, avec un détour par le quartier ouvrier des Bergues, pour se diriger vers une salle de réunion modeste: la brasserie Treiber aux Eaux-Vives (alors commune indépendante de la Ville de Genève), dans un bâtiment aujourd'hui disparu situé rue de la Terrasse.

Ce cortège accompagne les délégués au congrès et comprend les membres suisses — en majorité genevois et vaudois — et les sections déjà existantes de l'Internationale. Une douzaine de sociétés ouvrières genevoises, non membres de l'AIT, se joignent au cortège. On trouve donc des ouvriers de toutes professions, mais principalement ceux de la construction et du bâtiment, ainsi que «ceux de la fabrique», soit tous les métiers liés à l'horlogerie et à la bijouterie.

Pour toute fanfare, un tambour, peut-être quelques instruments, et une trompette ou deux. On avait pourtant voulu faire venir une fanfare de Ferney-Voltaire, en France voisine, mais le sous-préfet de Gex avait interdit aux musiciens de se rendre à Genève!

LE SOUTIEN DE LINCOLN. Dans la brasserie, plusieurs drapeaux: celui de l'Internationale,

le drapeau rouge des menuisiers de Genève, le drapeau suisse et ceux des pays des délégués, mais également un grand drapeau des Etats-Unis: il s'agissait de rendre hommage à ce pays pour avoir récemment aboli l'esclavage. D'ailleurs, dès l'ouverture du congrès, il est donné lecture d'une lettre d'Abraham Lincoln, président des Etats-Unis, qui affirme sa sympathie pour l'œuvre entreprise par les fondateurs de l'Internationale.

Le congrès de Genève réunit soixante délégués, soixante hommes venant de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Angleterre. L'horloger Hermann Jung, originaire de Saint-Imier et résidant à Londres, va le présider. Il est assisté de «Genevois»: l'Allemand Johann Philipp Becker, le relieur français Duplex et le journaliste polonais Josef Card. Beaucoup d'ouvriers ont émigré pour exercer leur métier, ou pour fuir

la répression. À Genève comme à Londres, les groupes locaux forment déjà une petite Internationale. Des embryons de syndicats s'y forment. Ce n'est pas le cas partout. En Allemagne et en France, la liberté d'association n'est pas reconnue et les responsables ouvriers s'éloignent souvent en prison; la Belgique vient d'adopter une loi restreignant les droits des étrangers. Et c'est pourquoi, primitivement prévu à Bruxelles, le congrès se tient à Genève.

UN CHAPITRE NOUVEAU. «Notre génération ouvre une nouvelle ère dans l'histoire du monde». C'est Becker qui prononce ces fortes paroles d'ouverture. Il a beaucoup boursinué depuis trente ans, participant aux mouvements révolutionnaires en Europe, avant de se fixer à Genève, où il coordonne surtout les sections de langue allemande.

Il y a 150 ans, le 1^{er} congrès de l'Internationale

L'ordre du jour du congrès a été préparé par le Conseil général de Londres, avec des questions fondamentales pour l'organisation du mouvement ouvrier: grèves et solidarité internationale; secours mutuels; durée du travail; travail des femmes et des enfants. Et si les délégués parviennent dans la plupart des cas à un accord, les discussions sont nourries.

VERS LA GRÈVE UNIVERSELLE? Lors de grèves récentes en Angleterre, les patrons ont brisé le mouvement en faisant venir des ouvriers de l'étranger. Pour contrecarrer ces manœuvres, on propose d'abord l'établissement de statistiques des salaires et conditions de travail, afin de les uniformiser dans tous les pays. Le tailleur Eccarius, de Londres, va plus loin: il voudrait «qu'au même moment les ouvriers de tous les pays refusent de travailler [...] Demander la grève universelle, c'est réclamer la révolution».

Plusieurs délégués, Français notamment, favorisent plutôt l'association, les coopératives de production, qui préfigurent une société égalitaire et solidaire. Il est intéressant de noter que c'est l'envoi d'ouvriers aux expositions internationales, comme celles de Londres ou de Paris, qui suscitera des rencontres avec les ouvriers locaux et l'idée de s'organiser par-dessus les frontières.

JOURNÉE DE HUIT HEURES. La durée de travail est longue à cette époque: douze à quatorze heures. Après sa journée, un homme «peut-il, en rentrant chez lui, trouver la force et le courage d'ouvrir un livre?» demande le Zurichois Karl Bürkli. C'est en 1810 déjà que l'utopiste anglais Robert Owen propageait l'idée de huit heures de

travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisir; il aurait même calculé que trois heures suffiraient, si tout le monde mettait la main à la pâte, pour produire les biens nécessaires. Certains doutent que l'on puisse gagner suffisamment et estiment à dix heures le temps nécessaire à la subsistance d'une famille. Le principe des huit heures finit par être adopté.

LES FEMMES S'ORGANISENT. Pas pour tous, cependant pas pour les femmes! «La femme est le lien, l'attrait qui retient l'homme à la maison, adoucit ses mœurs», ils sont plusieurs à le dire en cœur. Il y a peu de voix pour défendre l'égalité. Comme deux délégués de Paris, le relieur Varlin et le graveur Bourdon, qui jugent qu'il faut s'en prendre aux causes de «l'abaissement physique et moral» des femmes dans les manufactures: «La femme ayant besoin de travailler pour vivre honorablement, on doit chercher à améliorer son travail, mais non à le suppri-

mer.» Au vote, leur proposition est défaite. Mais deux ans à peine après le congrès, on connaît à Genève une Section des dames; à Liège, les casquettières s'organisent. En 1869, les ouvrières lyonnaises des filatures de soie tiennent un mois de grève. D'autres sections de femmes se forment un peu partout.

Notre génération ouvre une nouvelle ère dans l'histoire du monde

mer. » Au vote, leur proposition est défaite. Mais deux ans à peine après le congrès, on connaît à Genève une Section des dames; à Liège, les casquettières s'organisent. En 1869, les ouvrières lyonnaises des filatures de soie tiennent un mois de grève. D'autres sections de femmes se forment un peu partout. Quasiment tous les délégués au congrès sont ouvriers ou artisans; ils ne travaillent guère dans la grande industrie. Ils ont des emplois typiques du prolétariat des villes

de l'époque, tailleurs et cordonniers, tisseurs et teinturiers, menuisiers, relieurs.

DRAPEAU ROUGE SUR LE LÉMAN. Lorsque la discussion porte sur les statuts et le règlement de l'Association, les délégués français émettent de sérieuses réserves. Faut-il accepter les intellectuels, ou «gens de lettres»? Le proudhonien Henri Tolain propose d'exclure les «travailleurs de la pensée». Sa proposition est rejetée par 25 voix contre 20. Le congrès termina ses travaux le samedi soir de la même semaine et fut conclu par un banquet le dimanche. Mais auparavant, le matin, les congressistes avaient fait une croisière sur le bateau *Le Chablais* dans une ambiance festive. On y chanta — mais personne ne se rappelle quoi! Un grand drapeau rouge avait été déployé, au grand dam des bourgeois qui regardaient ce spectacle peu ordinaire depuis les quais genevois.

Le congrès de Genève a déclenché un fort développement de l'Internationale en Suisse et ailleurs. Des sections se forment parmi les ouvriers horlogers des Montagnes neuchâteloises et du Vallon de Saint-Imier, les passementiers de Bâle, les menuisiers de Montreux, et à Genève bien entendu. ■

¹ Cet article, paru dans l'*Événement syndical* du 7 septembre 2016, est le résumé d'un dossier de dix pages consacré à la Première internationale dans le numéro de septembre de la revue *Passé simple*, mensuel romand d'histoire et d'archéologie. Ce numéro est disponible dans les librairies Payot ou peut être obtenu pour CHF 10, frais de port en sus, en écrivant à: abo@passe-simple.ch, ou à: Magazine Passé simple Sàrl, ch. de Combes 12, 1009 Pully.

Pour en savoir plus

MARC VUILLEUMIER

Histoire et combats, mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864–1960. Genève et Lausanne, 2012.

MATHIEU LÉONARD

L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale. Paris, 2011.

HISTOIRE SYNDICALE

Il y a 150 ans, le premier congrès de la Première Internationale

Le 3 septembre 1866 s'ouvrait à Genève le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT), plus connue sous le nom de Première Internationale, fondée deux ans auparavant à Londres.

Récit : Ce matin-là, une manifestation ouvrière de plus de 1000 personnes (selon le *Journal de Genève*!) traverse la ville en accompagnant les soixante délégués au congrès (tous des hommes !) pour se diriger vers la brasserie Treiber aux Eaux-Vives, dans un bâtiment aujourd'hui disparu à la rue de la Terrassière. On y trouve des ouvriers de toutes professions : ceux de la construction et du bâtiment, ainsi que « ceux de la fabrique », soit les métiers liés à l'horlogerie et à la bijouterie.

Pour toute fanfare, un tambour, peut-être un ou deux instruments. On avait voulu faire venir une fanfare de Ferney-Voltaire, mais le sous-préfet de Gex avait interdit aux musiciens de se rendre à Genève!

Dans la brasserie, plusieurs drapeaux : celui de l'A.I.T., le drapeau rouge des menuisiers de Genève, les drapeaux des pays des délégués, mais également un grand drapeau des États-Unis : il s'agissait de rendre hommage à ce pays pour avoir récemment aboli l'esclavage. D'ailleurs, dès l'ouverture du congrès, il est donné lecture d'une lettre d'Abraham Lincoln, président des États-Unis, qui affirme sa sympathie pour l'œuvre entreprise.

« NOTRE GÉNÉRATION OUVRE UNE NOUVELLE ÈRE DANS L'HISTOIRE DU MONDE »

C'est Johann Philip Becker, un Allemand résidant à Genève où il coordonne les sections de



La seule photographie connue des congressistes de Genève en septembre 1866. Ils ont été immortalisés devant la brasserie Treiber, où ils se sont réunis. Photo : Édouard de Jongh. Bibliothèque de Genève.

langue allemande, qui prononce ces fortes paroles d'ouverture. L'ordre du jour du congrès pose des questions fondamentales pour l'organisation du mouvement ouvrier : grèves et solidarité internationale, secours mutuels, durée du travail, travail des femmes et des enfants. Et si les délégués parviennent dans la plupart des cas à un accord, les discussions sont nourries.

Lors de grèves récentes en Angleterre, les patrons ont brisé le mouvement en faisant venir des ouvriers de l'étranger. Pour contrecarrer ces manœuvres, on propose d'abord d'établir des statistiques des salaires et conditions de travail, afin de les uniformiser dans tous les pays. Un délégué, tailleur londonien, va plus loin : il voudrait « qu'au même moment les ouvriers de tous les pays refusent de travailler [...] ».

La durée de travail est longue à cette époque : douze à quatorze heures. Après sa journée, un homme « peut-il, en rentrant chez lui, trouver la force et le courage d'ouvrir un livre ? » demande un délégué zurichois. C'est en 1810 déjà que l'utopiste anglais Robert Owen propagait l'idée de huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisir : il calculait même que trois heures suffiraient pour produire les biens nécessaires si tout le monde mettait la main à la pâte. Certains doutent que l'on puisse gagner suffisamment et estiment à dix heures le temps nécessaire à la subsistance d'une famille. Mais le principe des huit heures finit par être adopté.

Pas pour tous, cependant : pas pour les femmes ! « La femme est le lien, l'attrait qui retient l'homme à la maison, adoucit ses moeurs », disent plusieurs délégués. Il y a

peu de voix pour défendre l'égalité. Mais deux délégués de Paris jugent qu'il faut s'en prendre aux causes de « l'abaissement physique et moral » des femmes dans les manufactures : « La femme ayant besoin de travailler pour vivre honorablement, on doit chercher à améliorer son travail, mais non à le supprimer. » Au vote, leur proposition est défaite. Mais deux ans à peine après le congrès, on connaît à plusieurs endroits des groupements féminins : à Genève, à Liège (des caquetières), à Lyon (des fileuses de soie en grève)... et un peu partout.

S'ORGANISER

Quasiment tous les délégués au congrès sont ouvriers ou artisans. Ils ne travaillent guère dans la grande industrie. Ils ont des emplois typiques des villes de l'époque : tailleurs et corbonniers, tisseurs et teinturiers, menuisiers, relieurs.

Lorsque la discussion porte sur les statuts et le règlement de l'Association, les délégués français émettent de sérieuses réserves : faut-il accepter les intellectuels, ou « gens de lettres » ? Le proudhonien Henri Tolain propose d'exclure les « travailleurs de la pensée ». Sa proposition est rejetée par 25 voix contre 20.

Le congrès termina ses travaux le samedi soir de la même semaine et fut conclu par un banquet le dimanche. Mais auparavant, le matin, les congressistes avaient fait une croisière sur le bateau *Le Chablais* dans une ambiance festive. Un grand drapeau rouge avait été déployé, au grand dam des bourgeois qui regardaient ce spectacle peu ordinaire depuis les quais genevois.

Marianne Enckell, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEMHO) Georges Yliassot, Communauté genevoise d'action syndicale



Passé simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie, consacre un dossier de dix pages à la Première Internationale dans son numéro de septembre, dont cet article est un résumé. Ce numéro est disponible dans les librairies Payot ou peut être obtenu pour 10 fr., frais de port en sus, en écrivant à wp02@passésimple.ch ou à Magazine Passé simple Sàrl, ch. de Combes 12, 1009 Pully.



Les congressistes devant la brasserie Treiber

n° 294

En mouvement Histoire

150 ANS DU 1^{er} CONGRÈS DE L'AIT

En septembre 1866 se tenait à Genève le premier congrès de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). Une promenade commentée des lieux de mémoire ouvrière et une soirée de réflexion ponctueront les commémorations. Entretien avec Patrick Auderset, coordinateur du Collège du travail qui a participé à l'organisation de ces manifestations.

Du 24 au 29 septembre prochain auront lieu plusieurs événements pour célébrer les 150 ans de la tenue à Genève du 1^{er} congrès de l'AIT, quelle est la genèse de ce projet?

L'hiver dernier, à l'approche du 150^e anniversaire du congrès de Genève, il est apparu indispensable de rappeler ce moment fondateur. Le centenaire, en 1966, avait donné lieu à un grand événement commémoratif dans l'ancien Palais des expositions, à Plainpalais, qui réunissait près de sept cents délégués syndicaux et les représentants des autorités municipales, cantonales et fédérales. Y participaient notamment le président du Conseil d'Etat genevois, André Chavanne, et le Conseiller fédéral Hans-Peter Tschudi, tous deux membres du Parti socialiste. Cinquante ans plus tard, le cadre sera plus modeste!

A l'initiative de Georges Tissot, ancien secrétaire syndical, quelques personnes issues du monde syndical et associatif se sont réunies afin d'organiser la commémoration des 18 débuts genevois du mouvement

ouvrier international. Elles ont reçu le soutien de la Communauté genevoise d'action syndicale, du Collège du travail, de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, du Global Labour Institute et de l'Université ouvrière de Genève. Elles ont également pu compter sur la collaboration du mensuel d'histoire et d'archéologie *Passé simple*, qui consacre son dossier de septembre au congrès de Genève de l'AIT.

Comment ont été pensées ces manifestations? Quelle est leur articulation?

Nous voulions bien sûr faire mieux connaître les conditions de création de la Première Internationale et ses préoccupations initiales, notamment son souci d'une coordination internationale des organisations ouvrières pour faire face au patronat, le besoin de soutien et de solidarité en cas de grèves ou la place des femmes dans le mouvement ouvrier. Marc Vuilleumier et Marianne Enckell, spécialistes de

SAMEDI 24 SEPTEMBRE 10H - 13H
LIEUX DE MÉMOIRES OUVRIÈRES,
PROMENADE COMMENTÉE

Rendez-vous à l'entrée principale du cimetière Saint-Georges, vers les fleuristes (arrêt cimetière du bus 2). La promenade se termine dans le quartier de Plainpalais-Jonction. (En cas de mauvais temps, la promenade sera renvoyée d'une semaine au samedi suivant 1^{er} octobre).

JEUDI 29 SEPTEMBRE 18H 30 - 22 H 30
QUEL INTERNATIONALISME OUVRIER
POUR LE XXI^e SIÈCLE,
CONFÉRENCE DÉBAT

- ▶ Introduction historique par Marc Vuilleumier (l'AIT en Suisse) et Marianne Enckell (les femmes dans l'AIT) ;
 - ▶ Partie musicale: chansons ouvrières par les acteurs de la Comédie de Genève et partie apéritive;
 - ▶ Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la Confédération générale du travail française (CGT) et membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT);
 - ▶ Julia Gousseva, militante des droits humains, collaboratrice au Centre d'éducation et de recherche « Praxis » de Moscou.
- UOG (Université ouvrière de Genève, 3 place des Grottes)

l'histoire de l'AIT en Suisse, étaient les personnes idéales pour parler de ces questions.

Il semblait néanmoins essentiel de s'interroger également sur l'actualité du projet de l'AIT, en particulier sur le sens des valeurs d'internationalisme et de solidarité, tout comme sur les possibilités d'action et d'organisation dans un monde qui se globalise. Il paraissait dès lors nécessaire de sortir cette réflexion du cadre local et d'y associer des personnalités porteuses d'autres expériences syndicales et politiques: Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT française, qui vient de publier un livre intitulé *La Troisième Guerre mondiale sera sociale* dans lequel il s'interroge sur la manière de défendre les droits sociaux dans le monde actuel, et Julia Gousseva, militante de longue date des droits humains et sociaux, active au Centre Praxis de Moscou, qui apportera non seulement son expérience des luttes en Russie post-soviétique, mais aussi son éclairage sur le sens de l'internationalisme en Europe orientale aujourd'hui.

Par ailleurs, cette commémoration sera un moment propice pour s'intéresser, le 24 septembre, à travers une promenade commentée, aux traces laissées à Genève par l'AIT et plus généralement par le mouvement ouvrier. Du congrès de 1866 et des premières sections de l'AIT, il reste peu d'éléments visibles, si ce n'est la tombe de son principal animateur, Johann Philipp Becker (1809-1886), au cimetière St-Georges, et l'ancien Temple unique des Francs-maçons à Plainpalais, qui a abrité durant quelques années le siège de la Première Internationale, avant de devenir en 1873, après transformation, l'Eglise du Sacré-Cœur. Mais on pourra aussi (re)découvrir, lors de cette promenade, un certain nombre d'autres lieux associés à l'histoire ouvrière, dont certains sont devenus de véritables « lieux de mémoire », comme par exemple le monument aux victimes du 9 novembre 1932. Cultiver de la sorte la mémoire et l'histoire du mouvement ouvrier est en effet indispensable à la transmission des expériences du passé, ce qui permet d'éclairer utilement les luttes du présent et de l'avenir.

Propos recueillis par notre rédaction

POUR EN SAVOIR PLUS

- ▶ Dossier « La Première Internationale. Genève au cœur du combat ouvrier », *Passé simple*, septembre 2016.
- ▶ Marc Vuilleumier, *Histoire et combats, mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960*, Editions d'en bas et Collège du travail, Genève et Lausanne, 2012.